REVOLUTION SOCIALISTE

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Sarkozy veut infliger un recul social d'ampleur historique


photo Reuters

Palestine   Afrique du Sud   Espagne 1937

n° 24
juin 2007   1,50 euro

groupe bolchevik
collectif révolution permanente

Sur la base de la défaite électorale de la classe ouvrière
Sarkozy veut infliger un recul social d'ampleur historique

L'homme du capital élu président avec une majorité à sa botte

Nicolas Sarkozy, le candidat de l'UMP, a été élu président de la République avec 53 % des voix exprimées et 43 % des électeurs inscrits, soit près de 19 millions de suffrages, avec 2,2 millions de voix d'avance sur sa concurrente Ségolène Royal, avec 84 % de participation. Il s'agit du deuxième meilleur pourcentage d'un candidat présenté par un parti bourgeois opposé à un candidat d'un parti d'origine ouvrière au 2e tour d'une élection présidentielle, après De Gaulle (élu avec 55,2 % des suffrages en 1965). Avec 31 % au 1er tour, il fait bien mieux que le score traditionnel du candidat du principal parti bourgeois (entre 15 et 21 % depuis 1974), ce qui correspond à la captation des électeurs du Front national, puisque 38 % des électeurs de Le Pen en 2002 auraient voté Sarkozy (*Le Monde*, 8 juin 2007). En conséquence, le score du candidat du Front national se trouve réduit à 10,44 %, son score le plus faible depuis 1974. Il n'y a pas de quoi s'en réjouir, puisque son discours nauséabond n'a pas disparu, il n'a fait qu'intégrer celui de Sarkozy.

Même si, dans le cadre de la démocratie bourgeoise, les élections n'ont d'autre but que de choisir qui est chargé de mettre en œuvre une politique bourgeoise, l'élection présidentielle est particulièrement mystificatrice en ce qu'elle personnalise le scrutin et favorise les prétentions bonapartistes. La bourgeoisie avait choisi son candidat. Il s'agissait, en l'occurrence, de faire élire Sarkozy, ou à défaut de faire en sorte que l'élection de Royal se produise dans les conditions les moins favorables à la résistance ouvrière.

Les quartiers populaires des grandes villes ont voté majoritairement au second tour pour Ségolène Royal, malgré un programme qui n'était pas très différent de celui de son rival. Par contre, comme le montre une étude de TLB pour Paris Europlace, sur les communes comprenant le plus de ménages détenteurs d'actions, la bourgeoisie a identifié Nicolas Sarkozy comme son représentant :

> *À Bondues, charmante localité de la région Lilloise où résident les grandes familles du Nord, Sarkozy a reçu 82,5 % des voix au second tour de l'élection présidentielle... De même à Veyrier-du-Lac, chic commune de la « bonne » rive du lac d'Annecy : 81 %. Quant à St-Didier-au-Mont-d'Or ou à Charbonnières-les-Bains, deux communes cossues de la banlieue ouest de Lyon, elles ont toutes deux choisi l'ex-maire de Neuilly à 77 %. Neuilly sur Seine, pour sa part, a voté pour l'enfant du pays à 87 %. (Alternatives Économiques, juin 2007)*

Bien aidée à la fois par l'inversion du calendrier électoral décidée par le gouvernement Jospin et par le quinquennat, qui ont renforcé le caractère bonapartiste des institutions, l'UMP a pu largement confirmer sa victoire par une majorité absolue de députés à l'Assemblée nationale, à la satisfaction du Premier ministre Fillon : *« On a gagné, on va pouvoir faire les réformes »* (*Le Monde*, 19 juin 2007). Au 1er tour de l'élection présidentielle comme des élections législatives, le nombre de voix des partis bourgeois a représenté plus du double de celui des partis ouvriers.

L'UMP obtient ainsi la majorité absolue de sièges à l'Assemblée nationale, même si son avance n'est pas aussi importante que son arrogance lui faisait espérer. La victoire électorale de Sarkozy est un coup porté au prolétariat. Sarkozy est mandaté par le capital financier pour infliger à la classe ouvrière des défaites supplémentaires en diminuant la valeur de la force de travail. Elle s'inscrit dans une collusion de plus en

Révolution Socialiste n° 24

www.revolution-socialiste.info

1er tour de l'élection présidentielle (22 avril 2007)

Abstention (%) 16,22

Blancs ou nuls (%) 1,21

Exprimés 36 719 396

	Voix	% Exprimés	% Inscrits
Ségolène ROYAL	9 500 112	25,87	21,36
Olivier BESANCENOT	1 498 581	4,08	3,37
Marie-George BUFFET	707 268	1,93	1,59
Arlette LAGUILLER	487 857	1,33	1,1
Votes ouvriers	**12 193 818**	**33,21**	**27,42**
Nicolas SARKOZY	11 448 663	31,18	25,74
François BAYROU	6 820 119	18,57	15,34
Jean-Marie LE PEN	3 834 530	10,44	8,62
Philippe de VILLIERS	818 407	2,23	1,84
Dominique VOYNET	576 666	1,57	1,3
José BOVÉ	483 008	1,32	1,09
Frédéric NIHOUS	420 645	1,15	0,95
Gérard SCHIVARDI	123 540	0,34	0,28
Votes bourgeois	**24 525 578**	**67,79**	**55,97**

2e tour de l'élection présidentielle (6 mai 2007)

Abstention (%) 16,03

Blancs ou nuls (%) 3,53

Exprimés 35 773 578

	Voix	% Exprimés	% Inscrits
Nicolas SARKOZY	18 983 138	53,06	42,68
Ségolène ROYAL	16 790 440	46,94	37,75

plus étroite entre la classe capitaliste et la superstructure politique. Sarkozy est l'homme du Cac 40, il est le petit frère de Guillaume Sarkozy du Medef et il arrange une place à la direction d'Avantis-Sanofi pour son autre frère François Sarkozy ; il est l'ami de Bouygues, propriétaire de *TF1*, de Dassault, propriétaire du *Figaro*, de Lagardère, propriétaire d'un vaste groupe de presse dont *Paris Match* et *Europe 1* font partie, de Rothschild, propriétaire de *Libération*, de Beytout, directeur de la rédaction du *Figaro*, de Colombani directeur du *Monde*, de Dassier, directeur de *LCI*...

> *La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au Moyen-âge, reste une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres.* (V. Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918)

Faire travailler plus les prolétaires pour faire gagner plus aux capitalistes

> *Un président de la République qui passe la soirée de son élection entouré de son fan-club au Fouquet's Barrière, l'hôtel de luxe des Champs Élysées, propriété de son ami Dominique Desseigne. Le même président qui part le lendemain à Malte sur le yacht de 60 mètres de son autre ami Vincent Bolloré... Jamais en France un président n'aura affiché aussi ouvertement son intimité avec le business.* (*Capital*, juin 2007)

Sous des airs de *« droite décomplexée »* (N. Sarkozy sur *TF1* le soir du 26 avril) qui tient le même discours que l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie, le Front national –il n'hésite pas à paraphraser le slogan inscrit à l'entrée du camp d'Auschwitz *« Le travail rend libre »*–, il annonce une offensive brutale contre la classe ouvrière, en continuité de la politique des

1er tour des élections législatives (10 juin 2007)

Abstention (%) 39,56

Blancs ou nuls (%) 1,89

Exprimés 26 023 032

	Voix	% Exprimés	% Inscrits
PS	6 436 136	24,73	14,66
PCF	1 115 719	4,29	2,54
LO + LCR + PT	888 887	3,41	2,02
Organisations ouvrières	**8 440 742**	**32,43**	**19,22**
UMP et UDF ralliés	10 905 471	41,91	24,85
UDF- Mouvement Démocrate	1 981 121	7,61	4,51
Front national	1 116 005	4,29	2,54
Autres	3 580 693	13,76	8,15
Organisations bourgeoisies	**17 583 290**	**67,57**	**40,05**

2e tour des élections législatives (17 juin 2007)

Abstention (%) 40,01

Blancs ou nuls (%) 3,42

Exprimés 20 406 733

	Voix	% Exprimés	% Inscrits	Sièges
PCF	464 739	2,28	1,32	15
PS	8 622 529	42,25	24,48	186
Organisations ouvrières	**9 087 268**	**44,53**	**25,8**	**201**
UMP et UDF ralliés	9 896 329	48,5	28,1	335
UDF- Mouvement Démocrate	100106	0,49	0,28	4
Front national	17 107	0,08	0,05	0
Autres	1 305 923	6,4	3,71	37
Organisations bourgeoisies	**11 319 465**	**55,47**	**32,12**	**376**

gouvernements Chirac-Raffarin et Chirac-Villepin. Il y a toujours été ministre, pour diminuer les pensions des retraités, disloquer la Sécurité sociale, expulser des travailleurs étrangers par milliers, rendre possible l'apprentissage à 14 ans, bloquer les salaires des fonctionnaires, laisser augmenter les loyers et charges locatives de 30 % en cinq ans, freiner la hausse du SMIC, voler un jour férié aux salariés, retirer de la durée du travail les astreintes et de nombreux déplacements, faire passer le contingent légal d'heures supplémentaires de 130 heures à 220 heures... La classe ouvrière a travaillé plus pour gagner moins. Alors que le progrès de l'humanité consiste à travailler moins, le capitalisme exige toujours plus de temps de travail de ceux qu'il exploite, tout en écartant des millions de travailleurs

> *Si le temps de travail est la mesure de la richesse, c'est que la richesse est fondée sur la pauvreté, et que le temps libre résulte de la base contradictoire du surtravail ; en d'autres termes cela suppose que tout le temps de l'ouvrier soit posé comme du temps de travail et que lui-même soit ravalé au rang de simple travailleur et subordonné au travail. C'est pourquoi la machinerie la plus développée contraint aujourd'hui l'ouvrier à travailler plus longtemps que ne le faisaient le sauvage ou lui-même, lorsqu'il disposait d'outils plus rudimentaires et primitifs.* (K. Marx, *Grundrisse*, 1857-1858)

Sarkozy accuse *« l'assistanat »*, non pas celui des milliardaires de l'assurance-vie, mais celui du sa-

laire différé qui permet aux salariés de financer ceux d'entre eux qui sont inemployés, et qui établit une solidarité de classe. Il accuse *« l'égalitarisme »* en omettant de mentionner que la bourgeoisie française compte 378 000 millionnaires en euros, que les 500 plus riches ont gagné 30 milliards d'euros de plus en 2005, que les actionnaires du CAC 40 ont engrangé 100 milliards de profits, que sept millions de prolétaires sont des « travailleurs pauvres », c'est-à-dire que leur salaire ne suffit pas à leur assurer des conditions dignes d'existence. Sarkozy veut faire *« travailler plus »* la classe ouvrière pour faire *« gagner plus »* la bourgeoisie.

La haine de la bourgeoisie française pour Mai 1968

L'élection de Sarkozy suscite l'approbation de la réaction mondiale. Quelques minutes après les résultats, il recevait un appel téléphonique de Bush pour le féliciter. La bourgeoisie française, en occupant l'Afghanistan, le Liban, l'ex-Yougoslavie, soulage l'impérialisme américain et lui permet de concentrer son armada militaire en Irak.

Sarkozy a présenté sa victoire comme une revanche contre les dix millions de salariés qui, en mai 1968, ont fait grève et ont défié l'ordre capitaliste, alors qu'il n'avait que 13 ans, trop jeune pour être autorisé à participer à une manifestation contre la lutte des salariés et des étudiants. Alors que tout pouvait basculer, alors que les travailleurs avaient réussi à imposer la grève générale, accompagnés par la jeunesse, il les accuse d'avoir *« imposé le relativisme intellectuel et moral... liquidé l'école de Jules Ferry... introduit le cynisme dans la société et dans la politique... abaissé le niveau moral de la politique »*. Il assimile les grévistes à des délinquants : *« Les héritiers de ceux qui, en mai 68, criaient CRS = SS prennent systématiquement le parti des voyous, des casseurs et des fraudeurs contre la police »*. Il rajoute vouloir *« tourner la page de mai 68 une bonne fois pour toute »* (29 avril 2007).

La vérité est qu'en 1968, les gangsters étaient avec le SAC, la milice gaulliste dirigée par Pasqua, ministre de l'Intérieur, qui fut le parrain politique de Sarkozy. Nul doute qu'il dirait la même chose de toutes les luttes sociales, de mai-juin 1936, de la Commune de Paris, des combats pour les journées de 10 h puis de 8 h, pour les 40 h... Son objectif ainsi avoué est d'écraser les luttes telles que celles de mars 1994, de novembre-décembre 1995, du printemps 2003, du printemps 2006.

Une victoire de la bourgeoisie facilitée par les directions traîtres de la classe ouvrière

Le capital ne doit pas cette victoire à une « droitisation de la société française », il la doit avant tout aux partis ouvriers dégénérés et aux directions des centrales syndicales, qui ont tout fait pour maintenir en place Chirac et son gouvernement, désavoués et battus à plusieurs reprises, et dont Sarkozy était une pièce centrale.

Au printemps 2003, les salariés engagent une lutte massive pour défendre leurs retraites : ils ont été entravés par le refus des directions syndicales d'appeler à la grève générale, employant la tactique déstabilisatrice des « grèves reconductibles ». Un an plus tard, le gouvernement Chirac-Raffarin est largement battu aux élections régionales et cantonales, puis européennes. À l'automne 2005, les quartiers populaires s'embrasent en réponse aux provocations de Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, à la suite du décès de deux jeunes pourchassés par la police. Ces révoltes sont unanimement condamnées par les directions ouvrières, qui vont jusqu'à réclamer plus de flics. Au printemps 2006, des centaines de milliers de jeunes et de salariés défilent contre la loi Villepin. Là encore, les directions ont tout fait pour limiter la lutte à un article de cette loi, celui instaurant le CPE, se satisfaisant en creux de l'instauration de l'apprentissage dès 14 ans.

La campagne de Royal (PS) visait à nier toute frontière de classe. Qu'il s'agisse de l'embrigadement de la jeunesse, du drapeau français, des insultes au corps enseignant... rien ne distinguait son discours de celui d'un candidat d'un parti bourgeois traditionnel. Elle a également appartenu à plusieurs gouvernements vertébrés par le PS, qui n'ont abrogé aucune mesure réactionnaire adoptée auparavant, notamment le plan Juppé, pourtant combattu par la classe ouvrière. Ainsi, c'est sans aucune honte qu'elle a commencé à courtiser François Bayrou, d'abord dès le lendemain du 1er tour de la présidentielle, en l'invitant à un débat télévisé, puis après le 1er tour des législatives, en lui laissant un message.

Au premier tour des élections législatives, le PS a souffert de la déception des travailleurs les plus pauvres et a été la première victime du retour de l'absentéisme électoral : « *Le score du PS, comparé à celui de Mme Royal, s'est effondré dans les banlieues sensibles.* » (*Le Monde*, 13 juin 2007)

La campagne présidentielle de l'ex-ministre du gouvernement Gauche plurielle Buffet (PCF) était fort semblable, bien que son christianisme fût plus pleurnichard. Quant à Laguiller (LO) et à Besancenot (LCR), ils ont expliqué tout le long de la campagne, à qui voulait l'entendre, que leur programme n'était pas révolutionnaire. Pour eux, les revendications du « monde du travail » pourraient être satisfaites sans mettre en cause le capitalisme, ni l'État bourgeois :

> *Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne*

choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société.

Ainsi les thèses politiques du révisionnisme... ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même. (R. Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?* 1898)

Tous les réformistes (PS, PCF, LCR, LO) mystifient les travailleurs. C'est donc sans aucune illusion que le Groupe bolchevik a appelé à voter pour leurs candidats quand ils s'opposaient à des candidats des partis bourgeois au premier tour, pour le mieux placé d'entre eux au second tour et, faute de candidat d'organisation ouvrière, à ne pas voter. Toute illusion à l'égard de ces élections relève de la mystification, car leur résultat est un reflet —particulièrement déformé— des rapports de classe réels. Que le programme de Royal, de Buffet, de Besancenot, de Laguiller soient réformistes, voire ouvertement bourgeois, que la candidate du PS soit soutenue par les petites organisations bourgeoises –le MRC et le PRG–, que Buffet ne soit pas la candidate du PCF, mais d'une coalition d'organisations ouvrières, petites-bourgeoises et bourgeoises, les « rassemblements anti-libéraux », ne change rien au fait que la classe ouvrière a voté pour ces candidats, tandis que la bourgeoisie a massivement voté pour son principal candidat, Sarkozy.

Il était d'ailleurs prévisible que le Parti socialiste recueille beaucoup plus de voix que les autres organisations ouvrières, en conséquence de l'élection présidentielle de 2002, qui a vu le candidat du Front national atteindre le deuxième tour au détriment du candidat du PS, et le PS, le PCF, la LCR appeler comme un seul homme à voter Chirac. Le PS a rassemblé, au premier tour, 3 millions de suffrages de plus qu'il y cinq ans : Jospin avait obtenu 6,5 millions de voix le 21 avril 2002 (16,18 % des suffrages exprimés) ; Royal a recueilli 9,5 millions le 23 avril 2007 (25,87 %). Pour le reste du mouvement ouvrier, le candidat du PCF Hue avait obtenu 0,9 million en 2002 (3,37%), Buffet a obtenu 0,7 million en 2007 (1,93 %) ; la candidate de LO Laguiller avait obtenu 1,6 million en 2002 (5,72 %), 0,5 en 2007 (1,33 %) ; le candidat de la LCR Besancenot avait obtenu 1,2 million en 2002 (4,25 %), 1,5 million en 2007 (4,08 %). Le PCF poursuit son inexorable déclin engagé avec la dislocation de l'URSS, qui implique qu'il n'y a pas de place pour deux partis réformistes. Il en est même prêt à s'allier avec un petit parti bourgeois (Les Verts) pour constituer un groupe à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon, un gouvernement de combat

Le gouvernement composé par Sarkozy comporte des ministres qui ont déjà rendu de bons services à la bourgeoisie dans les précédents gouvernements : Borloo, Bertrand, Darcos, Boutin.... Il comprend aussi Alliot-Marie, qui venait de décorer, en tant que ministre de la Défense, de la légion d'honneur les militaires qui avaient, 50 ans auparavant, arrêté, torturé et assassiné Maurice Audin, militant du Parti communiste algérien. Dans le nouveau gouvernement, figurent toutes les fractions de l'UMP, de manière à éviter une opposition fractionnelle. C'est également dans cet objectif que Sarkozy a transformé la direction de l'UMP en une direction collégiale. Il le présente même comme un gouvernement « *d'ouverture* », puisqu'il a intégré plusieurs ministres ou secrétaires d'État issus du Parti socialiste (Kouchner, Besson, Bockel, Jouyet) dans le but, là aussi, d'avoir une marge de manœuvre plus ample. Sarkozy ne perd pas de temps et, pour que la politique de son gouvernement soit rapidement mise en œuvre, il a décidé que l'Assemblée nationale se réunira en session extraordinaire dès le mois de juillet. D'ailleurs, certains projets de loi ont déjà été présentés, en particulier celui sur la fiscalité.

Fillon et Juppé sont les noms-clés du 1er gouvernement constitué par Sarkozy au lendemain de sa victoire : ils signifient la réaction contre les conquêtes sociales du siècle dernier. La « rupture » réside ici dans la continuité réaffirmée du choix de ces noms : ils veulent continuer la casse, battre les salariés, achever leur œuvre. Fillon a donné son nom à plusieurs lois visant à liquider les droits sociaux conquis au XXe siècle : loi contre les retraites, loi contre l'école, loi contre les conventions collectives de branche au profit des accords d'entreprises. Juppé, quant à lui, a donné son nom au « plan Juppé » qui avait produit, en 1995, la première de ces poussées vers la grève générale qui ont marqué l'histoire récente du pays.

Sarkozy a pour ambition de porter à la classe ouvrière et à la jeunesse un coup sévère, sur le modèle de Thatcher qui, en 1984-1985, avait infligé une défaite majeure aux mineurs britanniques, une défaite qui a durablement affaibli le mouvement ouvrier dans ce pays. Sous son gouvernement, se sont multipliées les lois contre le droit de grève, parmi les plus restrictives dans les centres impérialistes (Trade Union Act en 1984, Employment Acts en 1988, 1990 et 1993). Depuis, les salariés doivent voter la grève à bulletin secret, informer leur employeur de la date de leur action et en préciser les motifs. La validité de leur vote est limitée à quatre semaines, sauf accord contraire avec l'employeur. Ce dernier peut demander à la justice de s'opposer à la grève. Si celle-ci est déclarée illégale, l'employeur peut licencier les responsables. Les grèves sont un motif de licenciement. Elles sont devenues fort rares et surviennent lorsque tout est perdu, comme à l'usine General Motors près de Liverpool, juste avant la suppression de 900 emplois.

Feu contre les salariés et les chômeurs

La clé de voûte du programme de ce gouvernement est le nouveau contrat unique de travail, qui vise à augmenter sensiblement la plus-value relative : il s'agit de modifier brutalement les rapports sociaux,

en faveur des patrons et contre leurs salariés. Sarkozy a présenté par petites touches les contours exacts de ce nouveau contrat *« plus souple en matière de licenciement économique »* (Charleville-Mézières, le 18 décembre 2006). Il *« pourrait être rompu par consentement mutuel »*. Le programme de l'UMP précise (p. 28) que *« les procédures de licenciement* [seront] *moins longues »*. En clair, Sarkozy déclarait lors d'une rencontre avec des patrons de PME le 21 janvier 2007, qu'il entendait s'inspirer du contrat nouvelle embauche : *« Le CNE c'est un progrès, il ne faut pas y toucher »*. Il s'agit d'instaurer une précarité supplémentaire dans les conditions de travail des salariés, ce qui correspond aux désirs du Medef de mettre en œuvre un *« CDI de mission »* assorti d'*« une modalité de séparation à l'amiable »* (*Le Monde*, 20 juin 2007).

Pour y parvenir, la bourgeoisie doit s'en prendre au droit de grève. Il s'agit de mettre fin aux mouvements de la classe ouvrière et de la jeunesse de France qui, cherchant à se centraliser contre le pouvoir, ont régulièrement affronté les gouvernements bourgeois au cours de la période récente (1995, 2003, 2006). Le projet est d'instaurer, à la mode de Thatcher, un vote secret sous contrôle d'huissier dans les entreprises au bout d'un certain nombre de jours de grève. Il est question d'interdire les assemblées générales, les comités de grèves élus, les piquets de grèves, de réduire l'indépendance, voire l'existence, des sections syndicales.

> *À celui qui est contre la grève obligatoire imposée par une minorité, je propose la démocratie par l'organisation obligatoire d'un vote à bulletin secret dans les 8 jours qui suivront tout déclenchement de mouvement social.* (N. Sarkozy, meeting à Agen, 22 juin 2006)

Sur la radio RTL, le 28 mai dernier, entre les deux tours de l'élection présidentielle, à la question *« Y aura-t-il un service* minimum *à la SNCF dès le 1er janvier 2008 ? »*, Sarkozy répondait : *« Bien évidemment... Tout simplement parce que les Français ont besoin et envie de ce service minimum »*. Comprendre *« la bourgeoisie française en a besoin »*. Une telle mesure affaiblirait non seulement les travailleurs des transports, mais l'ensemble de la classe ouvrière, dans la mesure où leur position stratégique, leur capacité à paralyser l'économie, traduisent la puissance sociale du prolétariat et menacent le pouvoir des patrons.

Alors que les salariés à temps complet ont travaillé en moyenne 38,9 heures par semaine (Enquête emploi, ministère du Travail, 2004), que la majorité des 3,7 millions de travailleurs à temps partiel ne demandent qu'à travailler à temps plein, un slogan central de la campagne exprime le souhait du président Sarkozy : que la classe ouvrière travaille plus, ainsi la bourgeoisie gagnera plus. Cela revient également à mépriser 4 millions de chômeurs (en additionnant toutes les catégories de l'INSEE), 1,25 million de RMIstes, un million de stagiaires non ou très peu rémunérés. D'abord, il est évident que les salariés n'ont pas choisi de faire les quelque 900 millions d'heures supplémentaires déclarées l'an dernier, sans compter celles qui ne le sont pas ; elles leur sont imposées par leur employeur. Ensuite, toute heure travaillée au-delà de la reproduction de la force de travail des salariés est une plus-value. Cette plus-value gratuite, Sarkozy veut en faciliter l'extraction, puisque le projet de loi de son gouvernement prévoit l'exonération totale de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, ce qui correspond à environ six milliards d'euros, qui servaient à financer le salaire différé, et qui ne seront plus versés par les patrons.

Dans le but de contrôler les chômeurs, le gouvernement a pour objectif de fusionner l'ANPE et l'Unedic. En outre, les salariés de l'ANPE sont des agents de l'État, alors que ceux de l'Unedic relèvent du privé. Cette mesure reviendrait à privatiser l'ANPE.

Sarkozy vise à parachever la loi Fillon de 2003 en liquidant les régimes de retraite des salariés d'EDF, de la SNCF, de la RATP... sous prétexte qu'*« il n'y a pas de raison que certains* cotisent *40 ans et d'autres 37,5 ans, c'est une question d'équité »*, ce qui pour Sarkozy signifie « alignement sur le pire ». En revanche, les primes scandaleuses que s'octroient les bourgeois en partant à la retraite, les « parachutes dorés », seraient *« subordonnées à certaines conditions de performance »* (*Le Monde*, 8 juin 2007), c'est-à-dire les bons services rendus au capital. À la cantine d'Airbus, à Toulouse, Sarkozy n'a pas manqué de rappeler qu'il n'est *« pas choqué par les rémunérations très élevées des grands patrons »*.

Contre le droit à l'éducation

Loin d'être une garantie, la carte scolaire évite cependant une complète ghettoïsation. *« J'ai indiqué qu'entre 10 % et 20 % des élèves ne seront plus soumis à la carte scolaire à la rentrée, cela équivaut à doubler le nombre de dérogations existantes »*, a déclaré Xavier Darcos, le ministre de l'Enseignement scolaire (*Le Monde*, 31 mai 2007). Darcos compte « *engager* [sa] *suppression progressive* » ajoutant qu'*« il faudra bien trois rentrées scolaires pour que la carte scolaire actuelle ait disparu »*. Il demandera *« aux établissements scolaires de veiller à une plus grande diversité sociale et géographique de son recrutement »* (*Libération*, 29 mai 2007). Tout le pouvoir sera laissé à l'arbitraire des chefs d'établissement, alors que, depuis la loi de décentralisation de 2004, la sectorisation ne relève déjà plus de l'État mais des conseils généraux. En liquidant les quelques limites à la ségrégation sociale, déjà à l'œuvre dans le logement, les bourgeois veulent s'octroyer la liberté de grouper leurs enfants entre eux, dans les lycées prestigieux. Que les autres se débrouillent avec l'école sans moyen et le socle minimum de connaissances cher à Fillon.

Le gouvernement veut aussi porter un coup décisif à l'enseignement supérieur public :

> *Nous allons engager une réforme très, très importante pour l'avenir de notre pays, peut-être l'une des plus importantes : la réforme de l'université... Il est question de donner de l'autonomie aux établissements pour qu'ils puissent s'organiser comme ils l'entendent, recruter comme ils*

l'entendent, créer les enseignements qu'ils veulent. (F. Fillon, *Europe 1*, 23 mai)

Il est indispensable que les universitaires soient autonomes dans l'exercice de leur profession, mais ce n'est pas ce que veut Sarkozy, qui s'est engagé clairement pour une *« autonomie réelle pour les universités... libres de disposer de leur* patrimoine *et de diversifier leurs financements »* (Lettre aux présidents d'université, le 14 février 2007). Le gouvernement a beau déclarer qu'il n'augmentera pas les droits d'inscription, il pourra ainsi en laisser le soin aux présidents des universités qui, pour beaucoup, réclament la hausse. D'ailleurs, en octobre 2006, devant l'UMP, Fillon déclarait :

> *Le problème des droits de scolarité devra être franchement posé... Il est temps de comprendre que l'université pour tous a une contrepartie. Et cette contrepartie est notamment financière... Il est tout de même stupéfiant de voir que personne ne s'offusque à l'idée de payer davantage pour son téléphone portable, son ordinateur portable ou l'achat de DVD, mais que chacun semble s'inquiéter à l'idée de payer un peu plus pour ses études supérieures.*

Pour Fillon, il n'existe pas de droit aux études, et la ministre Pécresse a fini par lâcher le morceau : *« Il est normal que les frais d'inscription augmentent en fonction du coût de la vie, c'est possible d'augmenter les frais d'inscription »* (*Europe 1*, 23 juin). Il faut que les jeunes paient pour apprendre. Pendant des générations, le prolétariat s'est battu pour que ses fils et filles accèdent aux savoirs que dispense l'école ; pour garantir cette émancipation, la gratuité des cours est décisive.

Quant au choix du domaine étudié, le programme de l'UMP indique que *« le nombre d'étudiants dans les différentes filières dépendra des réalités du marché du travail »* (*Programme UMP*). Cela passerait par la possibilité de nommer des patrons à la tête des universités, puisqu'il suffira d'*« appart*[enir] *à une des catégories de personnels qui a vocation à enseigner dans les établissements d'enseignement supérieur »* (*Projet de loi d'autonomie des universités*, art. 5), patrons qui pourront eux-mêmes *« recruter, sur les ressources propres de l'établissement, des agents contractuels »* (art. 16). Le projet autorise les établissements à établir à l'entrée du master une sélection supplémentaire (art. 19).

Contre le droit à la santé

L'État doit 11 milliards d'euros à la Sécurité sociale : à coups d'exonération de « charges sociales », de ponctions incessantes dans les caisses de Sécurité sociale, les gouvernements successifs ont organisé le déficit. Sarkozy entend continuer : la santé coûtera de plus en plus cher aux travailleurs. Alors que le forfait hospitalier a été relevé, que chacun paie un euro par consultation de son médecin, que de nombreux médicaments ont été « déremboursés », Sarkozy et l'UMP envisagent d'instaurer une franchise annuelle non remboursable de 50 à 100 euros sur les soins.

Poursuite de la chasse aux immigrés

Ministre de l'Intérieur, Sarkozy a considérablement aggravé les conditions de vie des immigrés. Le droit au séjour régulier après 10 ans de présence sur le territoire français est supprimé. Le regroupement familial est soumis à des conditions de salaire et de logement. La *« validité »* du mariage est contrôlée en fonction de son *« intensité »* et de son *« ancienneté »*. Les expulsions, les rétentions administratives ont été systématisées. Aux rafles (arrestations massives) s'ajoutent les arrestations à domicile, en préfecture (au moyen de convocations pièges), aux abords des Restos du cœur et jusque devant les écoles.

Sarkozy président veut aller encore plus loin dans la répression et la stigmatisation des immigrés. Il annonce qu'il fera voter dès juillet 2007 une loi qui durcirait les conditions du regroupement familial, en obligeant, notamment, les étrangers à connaître la langue française avant leur entrée sur le territoire. S'y ajoutent les quotas par profession et par pays d'origine. Son tout nouveau ministre de l'Immigration ne se sent plus :

> *Nous resterons très fermes : pour 2007, l'objectif est de 25 000 éloignements. Les étrangers 'sans papiers' n'ont pas vocation à rester en France, mais à être raccompagnés dans leur pays d'origine, de manière volontaire ou contrainte.* (B. Hortefeux, *Le Figaro*, 1er juin 2007).

Cette politique vise également à consolider un marché du travail parallèle. Dans de nombreux secteurs (BTP, confection, agriculture, restauration, hôtellerie, services à la personne...) ces travailleurs sans papiers pèsent sur les conditions de salaire et de travail de l'ensemble des salariés de ces secteurs, pour le plus grand profit des employeurs. C'est la délocalisation sur place. Les capitalistes ne sont pas racistes, peu importe la couleur de peau ; tout ce qui leur importe est d'accroître la plus-value extraite.

Le Robin des Bois de la bourgeoisie : voler aux pauvres pour donner aux riches

Le projet de loi proposé par Sarkozy exonère de droits de succession 95 % des ménages, ce qui correspond à une somme de 7,3 milliards d'euros, il facilite la donation, permettant à ceux qui en ont les moyens de verser jusqu'à 150 000 euros tous les six ans (au lieu de 50 000 auparavant) à chacun de leurs enfants sans taxation –un cadeau de 1,4 milliards d'euros supplémentaires pour les riches.

Créé en 2006, le bouclier fiscal permet aux 450 000 plus riches d'être exonérés d'une partie des impôts qu'ils doivent, et il passera début 2008 de 60 % à 50 % du revenu imposable. Il veut donner le coup de grâce à l'ISF et le rendre purement symbolique.

Sarkozy annonce qu'il ne remplacera qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Cette mesure équivaut à la suppression de 150 000 emplois

Les rémunérations 2006 des stars de la place de Paris

Nom	Société	Rémunération [1] 2006 en euros
Bernard Arnault	LVMH	4 058 277
Daniel Bouton	Société générale	3 550 000
Henri de Castries	Axa	3 365 659
Jean-François Dehecq [2]	Sanofi-Aventis	3 364 027
Michel Rollier [3]	Michelin	3 326 047
Thierry Desmarest	Total	3 227 123
Baudouin Prot [4]	BNP Paribas	3 152 177
Patrick Ricard [2]	Pernod-Ricard	3 130 387
Jean-Paul Agon [4]	L'Oréal	3 268 336
Gérard Mestrallet	Suez	2 715 792
Franck Riboud	Danone	2 579 100
Serge Tchuruk	Alcatel-Lucent	2 511 924
Jean-Philippe Thierry	AGF	2 453 560
José Luis Duran [2]	Carrefour	2 403 500
Martin Bouygues	Bouygues	2 342 836
Jean-Bernard Lévy	Vivendi	2 284 781
Arnaud Lagardère	Lagardère	2 262 020
Jean-Louis Beffa	Saint-Gobain	2 254 000
Patrick Kron [2]	Alstom	2 240 010
Benoît Potier	Air liquide	2 223 000
Henri Proglio	Veolia Environnement	2 114 794
Carlos Ghosn	Renault	2 034 163
Gilles Pélisson [2] [4]	Accor	2 006 950
François-Henri Pinault	PPR	1 878 959
Paul Hermelin	Capgemini	1 788 000
Georges Pauget [4]	Crédit agricole	1 742 030
Axel Miller [5]	Dexia	1 714 630
Jean-Martin Folz	Peugeot	1 650 920
Xavier Huillard [4]	Vinci	1 400 000
Didier Lombard	France Télécom	1 368 120
Jean-Pascal Tricoire [4]	Schneider	1 211 721
Bruno Lafont [4]	Lafarge	1 145 000
Carlo Bozotti	STMicroelectronics	1 105 263
Guy Dollé [6]	Arcelor	1 087 500
Frank Dangeard	Thomson	987 232
Xavier Fontanet	Essilor	808 185
Pierre Gadonneix	EDF	807 155
Louis Gallois	EADS	707 612
Pierre Verluca	Vallourec	698 500
Jean-François Cirelli	GDF	433 593
TOTAL		**83 402 883**

L'Expansion, juin 2007

(1) Salaire fixe, bonus, avantages en nature et jetons de présence versés par la société dirigée. (2) Rémunération au titre de 2006. (3) Les trois gérants, René Zingraff, Michel Rollier et Edouard Michelin, décédé fin mai 2006, se sont réparti 9,98 millions d'euros, soit une moyenne de 3,3 millions chacun. (4) Directeur général. (5) Administrateur délégué. (6) Sur neuf mois.

sur 5 ans. Il ne s'agira certainement pas de militaires ni de policiers, mais plutôt d'enseignants et d'infirmières, qui risquent de voir leurs statuts liquidés et remplacés par des statuts de droit privé.

L'Institut de l'entreprise (*debat2007.fr*), proche du MEDEF, évalue la mise en œuvre de ces mesures à 15,6 milliards d'euros : 5 pour les droits de succession, 4,6 pour les heures supplémentaires, 4 pour le bouclier fiscal et l'ISF et 2 pour les déductions d'intérêts. Le déficit ainsi créé sera très certainement financé par une augmentation de la TVA, un impôt scandaleux surtout payé par la classe ouvrière, par de nouvelles coupes sombres dans le salaire différé et le pouvoir d'achat des travailleurs.

Avant même les législatives, le gouvernement n'hésitait pas à dévoiler son projet d'augmenter la TVA pour financer la baisse des cotisations patronales. Outre une diminution du salaire différé, il s'agit de prendre aux pauvres pour donner aux riches. Arthuis, qui fut ministre de l'Économie dans le gouvernement Juppé de 1995 à 1997, justifie cette mesure en assurant, sans rire, que les entreprises *« auront l'élégance de ne pas augmenter leurs prix de vente »* (*AFP*, 12 juin). Aux lendemains des législatives, Sarkozy a confirmé qu'il mettrait en œuvre cette mesure.

Face à la voracité capitaliste, aux attaques incessantes contre ceux qui produisent toutes les richesses, la mobilisation du prolétariat pour se défendre est une impérieuse nécessité.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon table sur la collaboration des directions syndicales

Ni le président, ni ses ministres, n'ont oublié que par centaines de milliers les travailleurs, les jeunes, ont manifesté, ont fait grève pour repousser les attaques contre la Sécurité sociale, les retraites, l'école publique. Y compris pendant la période électorale, chez Citroën, Airbus, Kronenbourg, Lucent... des luttes ouvrières ont rappelé que le prolétariat n'est pas écrasé. S'il a été sonné par la défaite électorale, ses capacités à réagir spontanément aux agressions de l'équipe Sarkozy n'ont pas été pour autant anéanties. Ni le « gouvernement d'ouverture », ni la majorité à l'Assemblée nationale ne suffiraient à étouffer toute résistance dans les entreprises, dans les universités ou dans les hôpitaux.

De là provient le goût du petit Bonaparte pour le « *dialogue social* ». La bourgeoisie cherche la collaboration, au premier chef, des dirigeants des syndicats pour que ces derniers vendent sa marchandise au sein du prolétariat. Et parce qu'ils sont largement payés depuis des décennies, dans les conseils d'administration des entreprises, le conseil économique et social, dans les milliers d'organismes qui participent de l'État bourgeois, parce qu'ils sont liés au PS, au PCF qui défendent le capitalisme et les gouvernements à sa botte, les bureaucrates syndicaux répondent présents.

Ils se sont précipités chez Sarkozy avant même son intronisation officielle ! Ils ont assuré qu'ils le jugeraient « *sur les actes* », comme si son bilan, ses soutiens, son programme, laissaient place au moindre doute.

> *Mailly* (FO) *espère que le ministère des Comptes publics du gouvernement Fillon sera au service de la politique économique et de l'emploi.* (*AFP*, 18 mai 2007)

« Espérance » vite douchée par Fillon :

> *Le budget 2008 respectera les engagements de réduction du déficit, de la dette et du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. La chasse au gaspillage dans les politiques publiques sera pilotée dès cet été par le président de la République et moi-même. Pour restructurer l'administration, des pistes sont explorées comme des fusions de services, ceux de la Direction des impôts et de la Comptabilité publique par exemple.* (*Le Figaro*, 22 mai 2007)

Le secrétaire national de FO s'est dit *« satisfait qu'il y ait un ministère du Travail de plein exercice dans un gouvernement resserré, avec à sa tête un homme de dialogue »* (*Le Monde*, 18 mai 2007). Il parle de Xavier Bertrand, l'organisateur du travail entièrement gratuit le lundi de Pentecôte...

Thibault, secrétaire national de la CGT, a offert ses services zélés :

> *Les attentes sociales sont fortes, et naturellement les organisations syndicales sont aussi des*

interlocuteurs avec lesquels il faut prendre le temps du dialogue et de la négociation. J'attends que Nicolas Sarkozy précise les modalités par lesquelles il entend, au moins, mener une concertation et, au mieux, une négociation sur un certain nombre de sujets. (7 mai 2007)

Il est pourtant clair que les seules attentes sociales auxquelles Sarkozy est prêt à répondre sont celles de la bourgeoisie. Son objectif, c'est détruire les acquis sociaux, alors, que négocier sinon les modalités de la régression sociale ?

Ainsi, à l'annonce de l'instauration du service minimum dans les transports, les directions syndicales ont exigé... que les « négociations » aient lieu par entreprise ou par branche ! Loin de rejeter en bloc ce projet et de mobiliser les travailleurs pour qu'il soit abandonné, les bureaucrates qui tiennent les syndicats vont organiser directement sa mise en place.

> *Les syndicats veulent que ce problème soit réglé sans perdre la face, commente-t-on à l'Élysée. La Poste et l'Éducation nationale sont écartés du projet, « pour l'instant », mais X. Bertrand compte s'y atteler rapidement.* (*Le Monde*, 2 juin 2007)

Le gouvernement plastronne : la loi–cadre sera votée dès juillet, « *garantissant la continuité du transport en cas de grève* ». Thibault bredouille : *« Nous serons très attentifs sur la rédaction du projet de loi »* (29 mai 2007).

À l'université, la direction de l'UNEF, principal syndicat étudiant, s'est dans un premier temps plaint de ne pas avoir le temps de négocier : *« il serait irresponsable de faire une loi en juillet, cela voudrait dire qu'il n'y aurait le temps pour aucune concertation, aucune négociation »*, estime Bruno Julliard, président de l'UNEF (*Le Monde*, 15 mai 2007). La direction de l'UNEF a alors été reçue, le 24 mai, par Valérie Pécresse, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, si bien qu'elle s'est estimée satisfaite que ses *« exigences* [soient] *entendues »* (Communiqué, 28 mai 2007).

> *On a demandé que d'autres groupes de travail soient installés en parallèle sur les bâtiments universitaires et les conditions de vie étudiante, la ministre nous a dit qu'ils seraient ouverts* (*AFP*, 31 mai 2007).

D'ailleurs, quatorze organisations intervenant à l'université, parmi lesquelles l'UNEF, la FSU, la CGT, ont annoncé leur intention d'organiser *« rapidement »* des *« Assises de l'enseignement supérieur »* (Communiqué, 24 mai 2007). La direction de l'UNEF veut aller plus loin que le gouvernement : *« La modernisation nécessaire de nos universités exige davantage que la seule question de l'autonomie »* (UNEF, 30 mai 2007). Le terrain des Assises, c'est celui de la « réforme nécessaire », celui du « diagnostic partagé » : une aide pour le gouvernement.

> *L'UNEF n'a cessé de rappeler qu'elle partageait la volonté de réformer l'enseignement supérieur dans notre pays... que* [la direction de l'UNEF a] *donné de nombreux gages ces dernières semaines quant à* [son] *souhait d'aborder cette réforme de manière constructive.* [Elle a] *répété, à plusieurs reprises,* [aux] *conseillers* [de Sarkozy] *ainsi qu'à Madame la ministre,* [qu'elle était prête] *à s'engager dans des compromis...* [Elle] *demande, dans l'intérêt de notre université, d'ouvrir de réelles concertations.* (Lettre de Julliard à Sarkozy, 21 juin 2007).

Quant aux directions des fédérations de l'enseignement public, elles ont adoré être reçues à l'Élysée. Elles ont accueilli avec enthousiasme l'abrogation des décrets Robien, en se gardant bien de dire la vérité : le gouvernement peut lâcher aujourd'hui sur les décharges de quelques catégories, parce qu'il a le projet de revoir le temps de travail de tous les enseignants. Il engage d'ores et déjà la multiplication des heures supplémentaires à cette rentrée, tout en supprimant 30 000 à 40 000 postes de fonctionnaires au budget 2008, dont des milliers dans l'enseignement public. Cela n'empêche pas les dirigeants du SNES-FSU, du SE-UNSA, de déclarer qu'ils participeront à la « *mission* » intitulée « *qu'est-ce qu'enseigner au XXIe siècle ?* » que Fillon et Darcos vont piloter.

De même, les confédérations ont annoncé leur participation aux trois « *conférences sociales* » que le gouvernement entend réunir à l'automne : conditions de travail et emploi, égalité hommes femmes, pouvoir d'achat. Les Sarkozy, Fillon, Borloo, Hortefeux et consorts sont des ennemis jurés du prolétariat et de la jeunesse. Accepter le titre et le rôle de « partenaires » d'un tel gouvernement, c'est accepter de l'aider à porter ses coups. Sarkozy s'est évidemment félicité d'une aussi large collaboration :

> *J'ai été heureux de constater que ma démarche, qui privilégie le dialogue social, a recueilli un assentiment général.* (*Lettre au Premier ministre*, 31 mai 2007)

Les syndicats ont été créés pour défendre les travailleurs contre les patrons ; ils ont été construits pour que la classe ouvrière oppose sa force collective aux attaques de la classe capitaliste. La politique de collaboration des Thibault, Mailly, Aschieri... est une politique traître. Elle vise à paralyser le prolétariat qui voit ses prétendus dirigeants pactiser, discuter sans fin avec l'ennemi.

Face au MEDEF qui se frotte les mains en entamant les « *discussions sur la flexicurité* » avec les directions syndicales, face au gouvernement qui n'a rien caché de ses ambitions, imposer le front unique des organisations ouvrières, syndicats et partis, telle est l'urgence.

Pour bloquer les attaques du gouvernement Sarkozy-Fillon, pour le battre, il faut la mobilisation des travailleurs, de la jeunesse à ses côtés, exigeant des dirigeants des syndicats qu'ils rompent avec le gouvernement. Boycott de toutes les « concertations » qui avalisent le programme UMP, à commencer par le service minimum et la privatisation de l'université ! Pas un représentant syndical dans les

« conférences » et les « groupes de travail » chargés de faire passer les mesures anti-ouvrières ! C'est nécessaire, c'est possible.

Pour le retrait du projet de loi de privatisation de l'université

Le 22 juin, s'est tenue une réunion du CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche), instance de collaboration gouvernement, présidents d'universités et syndicats, dans laquelle la ministre a présenté le projet de loi dit d'autonomie des universités. Le SNESup-FSU a refusé d'y siéger. L'UNEF et la CGT ont quitté la séance. Parce que la jeunesse en 2006 et 2007 est descendue dans la rue, en France (mais aussi en Grèce ou au Chili), parce qu'elle est disponible pour combattre les plans du gouvernement, les dirigeants syndicaux n'ont pu s'aplatir à la lecture du projet de loi. Maintenant, qu'ils annoncent leur refus de « négocier » le texte, leur rejet pur et simple. Qu'ils s'adressent aux étudiants, aux travailleurs, à toutes les confédérations et fédérations syndicales pour qu'elles appellent à manifester à l'Assemblée nationale le jour du vote. Si le gouvernement passait outre, qu'elles organisent les assemblées générales à la rentrée universitaire pour battre Sarkozy-Pécresse et leur loi.

Pour arracher la victoire, le prolétariat a besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire

Les partis ouvriers traditionnels, le PCF et le PS vont entrer en crise. Pour la deuxième fois, le PS a échoué à l'élection présidentielle, a perdu les législatives. Le PCF est menacé comme parti de masse. Respectueux l'un et l'autre de la Ve République et de la démocratie bourgeoise, les deux partis ouvriers bourgeois s'apprêtent à laisser les mains libres au président élu et à la chambre bleu CRS durant cinq ans.

Après des décennies de capitulation devant la classe dominante, les vieux partis entendent redoubler dans la collaboration de classes. Buffet a lancé *« un appel à un grand débat populaire et citoyen sur l'avenir de la gauche et du parti communiste »* (*Le Monde*, 22 juin 2007). Ses détracteurs dans le PCF se prononcent pour *« un rassemblement antilibéral large »* ou *« une nouvelle formation politique de transformation sociale »* (*Le Monde*, 9 juin 2007). Royal *« revendique un PS ouvert, sans frontière »* (*Le Monde*, 2 juin 2007). Plus d'un dirigeant du PS a les yeux tournés vers la fusion en cours de l'ancien Parti communiste italien (DS) et des débris du Parti démocrate chrétien (La Margherita). La direction du PCF annonce qu'elle est prête à constituer un groupe parlementaire avec les réactionnaires Verts.

Les organisations qui se réclament frauduleusement du trotskysme, loin d'ouvrir une autre voie, celle du bolchevisme, marchent sur les traces du stalinisme et de la sociale-démocratie. Le plus grotesque et le plus répugnant est sans doute la « 4[e] Internationale » de Lambert et Gluckstein qui veut construire un parti encore plus large que le « Parti des travailleurs », avec l'aide des maires qui sont *« aux avant-gardes du combat »*... pour le social-patriotisme :

> *En un mot, nous avons dit : la nation veut vivre, la nation doit vivre...* (Gérard Schivardi & Daniel Gluckstein, *L'heure n'est-elle pas venue de reconstruire un authentique parti ouvrier ?* 10 avril 2007)

La « 4[e] Internationale » de Krivine et Besancenot, veut à peu près tout le monde, sauf le PS.

> *Le jeune postier, qui a obtenu le meilleur score de la gauche radicale (4,08 %), juge nécessaire la constitution d'un "nouveau parti" de la gauche radicale "sur une base politique claire" qui doit être "l'anticapitalisme et l'indépendance politique" vis-à-vis du PS.* (*AFP*, 29 mai 2007)

La direction de LO, elle donne pour perspective — lointaine— à ses militants un parti dont les contours omettent aussi l'essentiel : la destruction de l'État bourgeois, l'insurrection, la prise du pouvoir.

> *Un changement de société nécessite d'enlever des mains des conseils d'administration des grandes sociétés... Être révolutionnaire, c'est œuvrer à la préparation d'un tel changement de société, d'une telle révolution. Pour cela, il faut des instruments, des partis qui représentent l'expérience des classes populaires, la mémoire de leurs luttes, qui en tirent les leçons, qui forment politiquement leurs membres. Il faut donc créer au moins un tel parti...* (« Que signifie politiquement le camp des travailleurs ? », *Lutte de Classe*, mai 2007)

Comme Blum et Thorez, Mitterrand et Marchais, Royal et Buffet, LO noie le prolétariat dans le peuple. La pluralité invoquée des partis indique que LO a l'intention de coexister pacifiquement avec le PCF, alors qu'un parti véritablement révolutionnaire ne peut se construire que contre les partis « réformistes », qu'en détruisant l'influence des agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière :

> *La crise mortelle du capitalisme impérialiste... pose impérieusement la question de la rupture avec la politique réformiste, la mise à l'ordre du jour de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et l'établissement de la dictature du prolétariat comme unique moyen de transformation de la société capitaliste en société socialiste.* (L. Trotsky, *La Construction de la nouvelle internationale et la politique du front unique ouvrier*, août 1933)

L'avant-garde radicale et internationaliste doit se regrouper, construire un nouveau parti sur la base du marxisme, pour sortir de l'éclatement du mouvement ouvrier entre une multitude de courants qui rivalisent en chauvinisme ou en réformisme, pour réaliser le front unique ouvrier, pour renforcer la solidarité des opprimés et des exploités, faciliter la contre-attaque face aux mesures du gouvernement Sarkozy-Fillon, ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier et des États-Unis socialistes d'Europe.

23 juin 2007

Intervention au Congrès CGT des PTT de Loire-Atlantique des 24 et 25 mai

Camarades,

Je voudrais à la fois réagir au document d'orientation et intervenir sur l'actualité politique. Et je commencerai par l'actualité politique.

Notre congrès se tient 18 jours après la victoire de Sarkozy à l'élection présidentielle. D'après un sondage, il a obtenu 96 % des voix des sympathisants du MEDEF. C'est un ennemi des travailleurs qui vient de nommer son gouvernement de combat contre la classe ouvrière et sa fraction immigrée, contre la jeunesse et la population laborieuse.

On ne peut attendre que des coups de celui qui fut ministre de l'Intérieur, qui a fait arrêter les grévistes de La Poste à Bègles et de la SNCM à Marseille par des commandos du GIPN et du GIGN, qui a initié la privatisation d'EDF étant ministre de l'Économie, qui a fait arrêter par centaines les jeunes des banlieues pauvres révoltés par la mort de deux adolescents, qui a fait matraquer des étudiants par centaines en mars et avril 2006. Plusieurs lois dites « Sarkozy » ont été adoptées contre les libertés démocratiques, puis en 2006 contre la fraction immigrée du prolétariat.

Il a nommé Premier ministre celui qui a laissé son nom aux lois contre les retraites et l'école, aux lois contre la Sécurité sociale.

Son programme est connu et chacun a entendu Sarkozy, avant, pendant et après la campagne électorale, énoncer les chantiers auxquels il a promis de s'atteler.

Ainsi, il entend utiliser vite et fort sa victoire électorale : contre le droit de grève, pour la suppression de milliers d'emplois dans la fonction publique (pas les flics !), pour la destruction des régimes spéciaux de retraite, pour plus de flexibilité et donc de précarisation, pour l'allongement de la durée du temps de travail, pour de nouvelles attaques contre les chômeurs, les immigrés, le droit aux études, le remboursement des soins... la liste n'est pas close.

Pendant que Sarkozy parti en jet privé prenait des vacances sur un yacht de milliardaire, son représentant Xavier Bertrand annonçait 4 conférences *« sur l'égalité salariale, sur la sécurité sociale professionnelle, sur l'amélioration des conditions de travail et sur la rénovation de la démocratie sociale ».*

Face à Sarkozy et son gouvernement qui veulent nous attaquer, notre syndicat doit se préparer à entrer en guerre, à organiser la lutte pour les contrer et les défaire. Tout d'abord en refusant de l'aider à porter des coups contre les travailleurs et la jeunesse.

Contre Sarkozy qui a donné l'été aux syndicats et au patronat, aux « partenaires sociaux » comme il dit, pour se rencontrer et se mettre d'accord sur un service minimum dans les services publics, je souhaite que ce congrès se mette d'accord pour exiger de notre fédération et de notre confédération qu'elles refusent de participer à une quelconque réunion avec le patronat sur ce sujet.

Bien sûr, de toute part on va nous présenter ces rencontres, ce « dialogue social », comme autant d'occasions d'avancer des « solutions » et des « propositions » ; depuis les sommets gouvernementaux jusqu'à l'intérieur même du mouvement syndical. Que chacun se souvienne de ce qu'ont rapporté les « concertations » des responsables syndicaux avec Fillon sur les retraites et l'assurance maladie.

La classe ouvrière et le patronat ne sont pas des partenaires mais des adversaires irréconciliables. La Confédération générale du travail s'est constituée avec comme objectif, clairement affirmé, en 1906, au Congrès d'Amiens : *l'abolition du salariat*, c'est à dire la fin de l'exploitation de l'immense majorité par une minorité de possédants, c'est à dire l'appropriation de l'ensemble des richesses par l'immense majorité et corrélativement la dépossession des exploiteurs. Ce n'est pas pour qu'elle devienne aujourd'hui « partenaire » des capitalistes.

Par ailleurs, le droit de grève est un droit qu'a conquis la classe ouvrière ; c'est également un moyen, pour elle, de défendre ses droits et d'en acquérir d'autres. Il ne saurait donc être question, pour elle, d'y renoncer ou d'accepter une quelconque limitation de ce droit qui n'a d'autre objectif que de le vider de son sens.

Notre syndicat et notre fédération doivent d'ores et déjà déclarer qu'ils ne s'associeront pas aux ennemis des salariés, qu'ils ne sont ni les « partenaires » de Sarkozy, ni les « partenaires » du patronat.

Notre syndicat, notre fédération et notre confédération doivent s'adresser à toutes les confédérations syndicales ouvrières, pour qu'elles fassent de même et que s'organise un front unique contre toute participation aux conférences et autres négociations que le futur gouvernement voudra mettre en place.

Boycott par tous les syndicats de tout sommet social, de toute conférence, de toute table ronde, de toute consultation contre le droit de grève, contre les régimes de retraites, etc.

Ainsi seulement nous préparerons la lutte pour vaincre le capital, son gouvernement et son président.

Toute participation des dirigeants syndicaux, non seulement ajouterait à la désorientation des salariés mais surtout marquerait leur complicité avec ceux qui cherchent une caution pour porter des coups à la classe ouvrière.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un syndicalisme de défense des intérêts des salariés, d'un syndicat de lutte de classe face à la bourgeoisie, son président de la République, son gouvernement et non pas d'un syndicalisme d'accompagnement des mauvais coups.

Motion 1

Le congrès CGT-PTT de Loire Atlantique, réuni les 25 et 26 mai 2007, déclare clairement qu'il faut se préparer à combattre et vaincre le futur gouvernement de Sarkozy. Le Congrès s'adresse à la Fédération PTT et à la Confédération pour qu'elles s'adressent à toutes les confédérations syndicales ouvrières afin qu'elles s'organisent en un front unique contre toute participation aux conférences et autres négociations que le futur gouvernement voudra mettre en place.

Aux législatives qui viennent, il ne peut pas davantage y avoir collaboration ou neutralité. Le Congrès départemental a la responsabilité d'appeler à battre l'UMP, l'UDF (toutes moutures), le FN.

Motion 2

Le Congrès CGT-PTT de Loire Atlantique, réuni les 25 et 26

mai 2007, appelle à battre les candidats bourgeois aux élections législatives des 10 et 17 juin prochain et pour cela, à voter pour les candidats des partis ouvriers PS, PCF, LCR et LO. Le Congrès demande à la Fédération PTT et à la Confédération d'en faire de même.

Concernant notre corporation, sont absents du document d'orientation : les travailleurs et leurs revendications.

Dans un contexte de recul du mouvement ouvrier, ce document entérine l'abandon des garanties que conservent encore les salariés des PTT, notamment celles contenues dans le statut de fonctionnaire et proposent en échange de revendiquer un statut qui n'a encore aucune existence, sauf dans l'esprit de Sarkozy. C'est en effet un statut d'accompagnement des suppressions d'emplois et autres licenciements qui « garantiraient », avec tous les guillemets qui s'imposent, la continuité de carrière des licenciés. C'est peu rassurant pour les fonctionnaires qui savent maintenant qu'à défaut de défendre leur statut, la CGT leur promet un réemploi à un niveau équivalent. C'est tout aussi peu rassurant pour les contractuels qui constatent ainsi l'inaptitude du syndicat à défendre leurs maigres droits actuels.

Le document qui fait grand cas de l'appropriation publique des activités postales et de télécommunications fait par contre très peu de cas du statut des travailleurs de ces différentes entreprises. Alors que dans toutes les autres branches d'activité, les travailleurs se battent avec les militants et syndiqués CGT pour défendre ou conquérir une convention collective valable pour tous les salariés du secteur, le texte qui nous est proposé se prononce pour la « défense de tous les salariés actifs et retraités... qu'ils relèvent du statut des fonctionnaires ou des règles de droit privé ». En clair, cela signifie que notre syndicat se refuserait à unifier les personnels sous un seul statut, le meilleur, ce qui ne saurait être, en la circonstance, que le statut de la fonction publique !

Absent de marque également, le chiffrage du minimum de salaire à 1 500 € nets par mois. Pour le moins il aurait fallu apostropher la Fédération sur les 1 500 € et exiger d'elle qu'elle en finisse avec la revendication d'augmenter la part variable tant il est évident qu'il s'agit du biais pour l'individualisation des salaires en fonction du profil, par l'intermédiaire de la notation.

Pour conclure, je propose de substituer les revendications suivantes à celles contenues dans le document d'orientation :

Motion 3

Le Congrès CGT-PTT de Loire Atlantique réuni les 24 et 25 mai 2007 demande à la Fédération PTT de reprendre dans sa plate-forme revendicative, les exigences suivantes

> *1.Intégration ou réintégration de toutes les filiales, de toutes les entreprises de téléphonie et de toutes les entreprises de messageries au sein du service public des PTT.*
>
> *2.Maintien du statut de la fonction publique titre I et II et plan de titularisation pour tous les contractuels.*
>
> *3.Salaire minimum à 1 500 € nets par mois pour le plus petit indice et répercussion sur tous les autres indices.*
>
> *4.Transformation de la part variable en 13e mois.*

[Le bureau du congrès a refusé de mettre au vote les motions]

Intervention au congrès SNUipp-FSU des Hauts-de-Seine du 11 mai

Camarades,

Notre congrès se tient 5 jours après la victoire à l'élection présidentielle de Sarkozy, le candidat de l'UMP, le candidat du parti de Chirac. C'est un ennemi des travailleurs qui va nommer le gouvernement. Son programme aussi est connu : réactionnaire, il a reçu, d'après un sondage, 96% des voix des sympathisants du Medef. Notre congrès doit déclarer clairement qu'il faut se préparer à combattre et vaincre le futur gouvernement de Sarkozy.

Les raisons en sont simples : on ne peut attendre que des coups de celui qui a parfait la privatisation d'EDF, qui fut ministre de l'Intérieur, qui a fait arrêter les grévistes de La Poste à Bègles et à la SNCM à Marseille par des commandos du GIPN et du GIGN, qui a fait arrêter par centaines les jeunes des banlieues pauvres révoltés par la mort de deux adolescents, qui a fait matraquer des étudiants par centaines en mars et avril 2006. Plusieurs lois dites « Sarkozy » ont été adoptées contre les libertés démocratiques puis en 2006 contre la fraction immigrée du prolétariat. D'ailleurs le candidat Sarkozy a repris à son compte le bilan de 5 années de gouvernement UMP-UDF. Il s'est félicité des lois Fillon contre les retraites et l'école, des lois contre la Sécurité sociale.

Il entend utiliser vite et fort sa victoire électorale : contre le droit de grève ; pour la suppression de milliers d'emplois dans la Fonction publique et la destruction des régimes spéciaux de retraite ; pour plus de flexibilité et donc de précarisation ; pour l'allongement de la durée du travail ; pour de nouvelles attaques contre les chômeurs, les immigrés, le droit aux études, le remboursement des soins, liste non exhaustive.

Notre syndicat a pour devoir de se déclarer en guerre contre Sarkozy et son futur gouvernement, d'organiser la lutte pour le défaire. D'abord en refusant de l'aider à porter des coups contre les travailleurs et la jeunesse.

Pendant que Sarkozy part en jet privé prendre des vacances sur un yacht de milliardaire, son représentant Xavier Bertrand a annoncé 4 conférences « *sur l'égalité salariale, sur la sécurité sociale professionnelle, sur l'amélioration des conditions de travail et sur la rénovation de la démocratie sociale* ».

Notre syndicat et sa fédération peuvent d'ores et déjà déclarer qu'ils ne s'associeront pas aux ennemis des salariés, qu'ils ne sont pas « partenaires » de Sarkozy. Notre syndicat et sa fédération doivent s'adresser à toutes les confédérations syndicales ouvrières, pour qu'elles fassent de même et que s'organise un front unique contre toute participation aux conférences

et autres négociations que le futur gouvernement veut mettre en place. Ainsi nous préparerons la lutte pour le vaincre.

Aux législatives qui viennent, il ne peut pas davantage y avoir collaboration ou neutralité. Le SNUipp et la FSU ont la responsabilité d'appeler à battre l'UMP, l'UDF (toutes moutures), le FN.

Il nous faut un syndicalisme de défense des intérêts des salariés face à la classe bourgeoise, son président de la République, son gouvernement.

L'indépendance de classe passe par le refus des instances de cogestion

Un exemple de boycott des « conseils de pôle » du plan Hôpital 2007

Le gouvernement, le ministère de la Santé et les directeurs de centres hospitaliers instaurent actuellement un maillage de structures de participation, les « conseils de pôle », pour compléter la Haute Autorité de santé, le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie, le Haut Conseil de la santé publique, les agences régionales de l'hospitalisation, les conseils d'administration des établissements...

En application du plan Hôpital 2007 (voir *Révolution socialiste* n° 18), les conseils de pôle ont pour fonction de faciliter la mise en place d'une nouvelle organisation du travail, en invitant les salariés et les syndicats à *« participer à l'élaboration du projet de contrat interne, de permettre l'expression des personnels, de favoriser les échanges d'information et faire des propositions sur les conditions de fonctionnement...»* (*Décret*, 26 décembre 2005) et ceci dans tous les secteurs de l'hôpital : services de soins, administratifs, logistiques, techniques, directions...

En réalité, cette nouvelle instance a pour but de faire participer les travailleurs à la *« gestion des dépenses médicales, pharmaceutiques, hôtelières et générales, du personnel non-médical et médical, de l'équipement »* (*Idem*), c'est-à-dire tenter d'associer les travailleurs de la santé à la gestion de l'hôpital dans le cadre de la restriction générale des moyens financiers décidée par les gouvernements.

Il est prévu que les services, « représentés » par leurs conseils de pôle, qui n'auront pas atteint leurs objectifs financiers soient sanctionnés. Ils verront diminuer leurs budgets, seront transférés au secteur privé ou simplement supprimés. Cette attaque se poursuit depuis la mise en place du plan Hôpital 2007, qui prévoit dans le domaine de la psychiatrie, un démantèlement du soin, la mise en cause de la notion de secteur qui permettait une prise en charge adaptée... mais coûteuse.

Au Centre Hospitalier Guillaume Régnier de Rennes, confrontées à la suppression des 45 postes de soignants, les sections CGT et SUD ont appelé au boycott des élections des 22 conseils de pôle prévus. Avec la direction, seuls les responsables CFDT ont docilement mené campagne en parlant des pôles comme une « première étape ». Malgré le soutien de la CFDT et les pressions exercées par l'encadrement, la direction vient de subir un échec car elle n'a obtenu que 42 % des candidatures escomptées, la plupart médecins ou membres de droit, sans obtenir pour certains services de candidat dans des catégories entières : techniques, infirmiers, aides-soignants. Quant aux élections, la participation de certaines catégories a été très faible : il y a un service qui n'a vu que 4 votants sur 90 inscrits, un autre service 3 sur 71, un autre 7 sur 73, voire 0. Par conséquent, certains pôles ne fonctionneront qu'avec des membres de la direction, des médecins, des cadres... et la plupart n'auront pas toutes les catégories de personnel représentées.

Beaucoup de travailleurs de ce centre hospitalier ont compris qu'il n'y a rien à attendre de bon de tels organismes de concertation qui s'inscrivent dans les attaques envers eux-mêmes et dans les atteintes au service public hospitalier. D'ailleurs, ils avaient en mémoire la décision du directeur de supprimer les 45 postes, de diminuer les journées de formation continue, de menacer les RTT...

Alors que les « pôles » sont en cours d'installation dans tout le pays, cet exemple devrait être repris par les fédérations et les centrales syndicales. Jusqu'à présent, toutes apportent leur caution. Les responsables fédéraux SUD et CGT refusent de boycotter les « conseils de pôle » et les conseils d'administration, conformément à la ligne Thibault d'ouverture de bons services à Sarkozy et à son gouvernement :

> *La démocratie ne se réduit pas à l'expression citoyenne à l'occasion d'une élection. Elle implique que les grandes décisions économiques et sociales soient soumises à concertation et négociation.* (*Déclaration confédérale CGT, La Vie Nouvelle,* mai 2007)

> *C'est donc bien la pression qui va obliger le ministère à discuter !* (SUD Santé, 11 juin 2007)

> *Nous portons l'exigence d'un réel dialogue social qui crée les conditions d'évaluations partagées sur les politiques mises en œuvre, ainsi que sur le débat concernant l'organisation sanitaire et sociale...* (Nadine Prigent, secrétaire générale de la fédération CGT, *Lettre aux ministres*, juin 2007)

Les travailleuses et les travailleurs de la santé ont besoin, pour se défendre efficacement, que les organisations syndicales soient à leur service, ce qui commence par la rupture avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot, par le refus de discuter ses attaques, par le boycott de tous les organismes qui ont pour fonction de les appliquer sur le terrain.

17 juin 2007, correspondant

Lettre d'un lecteur

L'enseignement agricole, laboratoire de privatisation



Sans carte scolaire

Plus de 175 000 élèves sont scolarisés dans l'enseignement agricole, dont une majorité grandissante n'a pas de parents agriculteurs. Rattaché au ministère de l'Agriculture, de moindre taille que le reste de l'enseignement secondaire, il a constitué un laboratoire pour les gouvernements bourgeois successifs, en matière de carte scolaire, de réduction de l'enseignement, de privatisation, de mise en cause des statuts des travailleurs de la fonction publique...

Avançant progressivement sous le masque d'arguments soi-disant pédagogiques ou d'insertion professionnelle, les politiques de formation ont permis à l'enseignement agricole privé de devenir largement majoritaire. Ce n'est pas encore suffisant pour l'Église catholique, ni pour le gouvernement.

C'est une parfaite illustration de ce qui attend les parents et les travailleurs de l'Éducation nationale, donc pour toute la scolarisation, si l'on fait sauter la carte scolaire. Lorsque l'on n'affirme plus clairement la priorité à la formation dans des établissements publics et laïcs, progressivement les financements se tarissent. L'offre de formation, présentée comme un « service public », peut très bien échapper totalement aux établissements publics. Les établissements privés, ouvertement soutenus par le gouvernement actuel, ratissent de plus en plus large, ouvrent des classes, modifient très facilement leur offre de formations et se font passer pour des établissements dynamiques et efficaces, d'autant plus aisément que l'État vient de « couper les ailes » du bahut public voisin.

Public & privé, des « partenaires » ?

Majoritaires dans les instances de décision, les partisans de l'enseignement privé, font la pluie et le beau temps dans les orientations des formations agricoles. Jouant sur les restrictions budgétaires qui touchent d'abord les établissements publics, ils en profitent pour s'installer peu à peu en situation de monopole. Très vite, il n'est plus question d'instruire des élèves, mais de récupérer des « marchés ». Les centres de formation pour adultes (CFPPA), quoique publics, ont été amenés eux aussi à se lancer dans une course effrénée à la recherche de financements.

Des régions où il reste moins de 20 % d'enseignement agricole public (EAP) comme le Nord-Pas-de-Calais ou les Pays de Loire, où les parents d'élèves n'ont absolument plus le choix et sont parfois obligés d'inscrire l'enfant dans un établissement confessionnel (fièrement revendiqué avec de nouvelles plaques « Enseignement Catholique »), voilà le résultat des politiques permanentes de soutien et de financement de la 5e République.

Loin d'avoir fait vœu de pauvreté et de modestie, les établissements privés sont aujourd'hui largement plus nombreux que les établissements publics et en situation de monopole sur un nombre croissant de formations. Appuyés, relayés par les gouvernements successifs, dont celui des coalitions PS-PCF-PRG-MRC (avec la loi Rocard du 31 décembre 1984 qui permet à l'État de financer sans limite les écoles catholiques d'agriculture), ces bons apôtres revendiquent davantage la manne de l'argent public et entendent étouffer les derniers établissements publics. Après avoir tenu le discours du « il faut partager la galette », ils cherchent maintenant à l'avaler toute entière.

Comme les cliniques capitalistes et les hôpitaux publics sont censés collaborer, dans le cadre de l'élaboration, du « schéma régional des formations » agricoles, les lycées publics et ceux de l'Église catholique sont invités à travailler ensemble. Tous les chefs d'établissement et quelques représentants des personnels sont assis autour des mêmes tables pour se répartir les « compétences ». Ainsi, les établissements privés, qui n'ont d'autre règle que l'opportunisme et la rapacité, finissent par récupérer des formations aux derniers établissements publics dont les gouvernements UMP ne cessent de réduire les dotations (548 postes supprimés dans l'enseignement technique, 35 postes supprimés dans le supérieur) et de dégrader les conditions d'accueil et de fonctionnement (200 classes fermées en 5 ans), tout en clamant haut et fort dans les différentes instances qu'ils coûtent trop cher.

La grande braderie des formations

Les conseils régionaux « de gauche », vertébrés par le PS, et dont font partie aussi le PCF, les Verts, le PRG et autres, sont des partenaires actifs de cette privatisation. En acceptant et encourageant même, de façon extrêmement forte, le développement de l'apprentissage, sans aucun réel souci pédagogique, les régions confortent le désengagement de l'État central et contribuent au démantèlement des formations initiales.

Le summum est atteint lorsque la Direction générale de l'Enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture propose finalement dans une révision du « schéma national des formations », de mélanger formation initiale, apprentissage et formation continue. Pourquoi pas des élèves en formation initiale, des adultes en apprentissage et des apprentis dans une même classe ? Une expérience est déjà en cours cette année au lycée agricole public de Limoges. Bien sûr, il ne s'agirait pas de faire des économies, mais d'une idée brillante, d'une pédagogie innovante que l'on nomme « mixité des publics ».

Ce fourre-tout ingérable, les Maisons familiales et rurales (MFR) se sont empressées pourtant de l'accepter. Cela fait déjà si longtemps qu'on y a contraint les « formateurs » à y assumer tout et n'importe quoi dans le cadre de contrats de droit privé.

Lorsque l'on voit, dans la presse régionale, des classements qui mettent en valeur des établissements privés au recrutement parfois très sélectif et des établissements publics à la traîne, il nous faut rappeler à quel point cela s'accompagne aussi, dans d'autres établissements privés de fonctionnements tout à fait loufoques et échappant largement à de vrais contrôles et évaluations objectives.

L'unique but est clairement de réduire les budgets de fonctionnement de l'enseignement (notamment public). Dans le cadre des réformes budgétaires en cours (la LOLF), des indicateurs d'évaluation et de réussite sont en cours de finalisation. On travaille même à des déclinaisons régionales. Partout, s'impose la politique du rendement et de la prime au mérite, comme si l'immense majorité des travailleurs de l'enseignement agricole (enseignants, employés, ouvriers), pour beaucoup trop d'entre eux en situation scandaleusement précaire (agents contractuels régionaux, CAE, contrats d'avenir...), étaient des tricheurs et des incapables.

Un banc d'essai de la flexibilité

L'enseignement agricole est ainsi un test très intéressant dont les résultats sont analysés de près dans les cabinets ministériels pour mettre en place une nouvelle « gouvernance » des formations. Les établissements, moins nombreux et de taille moindre, ont depuis longtemps fait l'objet de regroupements : fusions, constitutions d'EPLEA, puis d'EPLEFPA (établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole) par département, voire, à l'avenir, par région. Le ministère souhaite à terme nommer des personnels non plus sur un site mais sur un EPLEFPA, c'est-à-dire un département, avec des établissements distants parfois de plus de 80 km.

Le contrôle continu qui met fin d'une certaine manière au principe d'égalité entre candidats est généralisé depuis 1992, jusqu'à hauteur de 50 % en BTS par exemple.

Les trois voies de formation sont de plus en plus mêlées, non pas dans l'intérêt des « apprenants » (comme il est de bon ton de les nommer), mais par souci d'économie d'échelle. L'administration pousse dans le même temps à accélérer le changement de statut des personnels. L'annualisation du temps de travail est l'enjeu principal, avec des volumes horaires revus à la hausse sans cesse, en culpabilisant les personnels (car les structures sont présentées comme déficitaires) par des « conseils de centres » aux mains de petits chefs locaux, que la loi Fillon veut mettre en place dans l'Éducation nationale sous le nom de « conseils pédagogiques » (article 38).

Ainsi, le statut des enseignants certifiés ou agrégés reste une épine dans le pied. Le statut du professeur de lycée professionnel (avec double, triple voire quadruple compétence) est nettement plus flexible. Dans les concours de recrutement, il redevient une priorité. Il permettra en outre de réaliser ce « mixage des publics ».

Le règne des groupes de pression et en particulier de la FNSEA

Noyautée par la FNSEA, syndicat qui est majoritaire dans la plupart des Chambres d'agriculture, la « profession agricole » favorise ouvertement l'enseignement catholique et la privatisation. En effet, ce syndicat est aux mains de l'UMP et sous hégémonie des grands exploitants, qui sont en fait des capitalistes de l'agriculture (largement subventionnés par la PAC).

Cela explique leur mépris pour les problèmes des ouvriers agricoles et des paysans travailleurs, à commencer par la disparition de centaines de milliers de petites et moyennes exploitations ces dernières décennies, ainsi que leur désintérêt pour les problèmes que pose l'agriculture « productiviste » à l'environnement.

Les notables de la FNSEA font donc tout, dans les coulisses du ministère, les commissions officielles et les conseils d'administration des établissements, pour éviter soigneusement que les programmes creusent des thèmes comme l'environnement, la culture biologique, le bien-être dans le travail, bref d'autres modèles de développement que le capitalisme.

Finalement, les lobbies du monde agricole et de l'industrie agro-alimentaire finissent par s'imposer d'un bout à l'autre de la chaîne de l'enseignement agricole, de la Commission européenne au conseil d'administration des lycées publics, en passant par le gouvernement, le ministère de l'Agriculture et les conseils régionaux. Leur souci est de commencer par former les esprits. Dès le lycée ou le centre de formation, il s'agit de préparer (par l'alternance ou l'apprentissage, de préférence) les salariés agricoles dociles de demain et de redoutables chefs d'exploitation.

Face à la destruction programmée des établissements publics, toute concession aboutit à fournir de nouveaux arguments pour pousser plus loin les restrictions. La recette est connue et les personnels, isolés dans de petites structures et mis en concurrence au sein des établissements, perçoivent parfaitement qu'ils sont pris au piège dans des enjeux qui vont bien au-delà de l'enseignement agricole. Toute réponse « négociée » est un leurre face à des choix politiques qui poursuivent leur logique capitaliste, cléricale et libérale.

Au contraire, la voie pour le droit des jeunes à une véritable formation, la défense des statuts, la laïcité, les postes... passe par la lutte, par l'indépendance des organisations syndicales et la fin de la cogestion, par l'union organique avec les autres travailleurs de l'enseignement, par l'alliance avec les travailleurs salariés de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire.

9 juin 2007

Collectif Révolution Permanente

Déclaration du 1er mai 2007

Pour que les travailleurs de tous les pays vainquent leur bourgeoisie et ouvrent la voie du socialisme mondial, il faut une internationale ouvrière révolutionnaire


Afrique du Sud, juin 2007

Le capitalisme menace l'humanité

Le mode de production capitaliste a épuisé depuis longtemps son rôle progressiste, comme l'ont prouvé, en particulier, les deux guerres mondiales et les crises économiques mondiales de 1929 et de 1973. La bourgeoisie survit au prix de guerres et de crises économiques, qui détruisent périodiquement des forces productives à grande échelle.

La bourgeoisie a prolongé sa domination grâce aux trahisons des appareils réformistes du mouvement ouvrier. Ces sursis historiques répétés ne lui confèrent pas une nouvelle jeunesse. L'économie capitaliste contemporaine est stimulée par l'endettement et l'économie d'armements (plus de 1 100 milliards de dollars de dépenses militaires par an), ce qui entraîne la spéculation, l'hypertrophie de la finance et le militarisme. Elle ne s'en sort qu'en créant le terrain à de nouveaux conflits et à des déséquilibres économiques encore plus graves.

Les États se multiplient, divisant l'humanité par des frontières de plus en plus archaïques. Le capitalisme prend un caractère de plus en plus parasitaire. La production pour le profit entrave le développement économique et menace dangereusement l'environnement. La dévastation par un cyclone et l'évacuation militaire d'une ville entière des États-Unis, La Nouvelle Orléans, ont donné une idée des conséquences du réchauffement climatique et aussi du caractère raciste que prend le capitalisme en déclin.

Ce siècle a commencé dans la réaction

Le maintien du capitalisme coûte cher aux travailleurs des villes et des campagnes. Les grandes puissances ont réaffirmé leur domination sur la planète : après avoir bombardé la Serbie, envahi l'Afghanistan et l'Irak, elles menacent l'Iran. Le capitalisme est restauré en Russie, en Europe de l'est et en Chine. Les anciens bastions ouvriers des pays capitalistes sont démantelés par les privatisations et les restructurations. Le taux d'exploitation a été accru par l'intensification du travail et la limitation de la hausse des salaires réels, voire leur baisse. Ainsi, le taux de profit a temporairement remonté.

Les découvertes de la science et de la technique débouchent trop souvent sur le renforcement de l'exploitation et de l'oppression pour la majorité, le gaspillage d'une minorité. Au sein des pays qui affirment être les modèles de la démocratie, les libertés sont réduites au nom de la « lutte contre le terrorisme ». L'obscurantisme et le cléricalisme font un retour en force. La barbarie menace : en Irak, l'armée américaine emploie la torture ; dans l'ex-Yougoslavie, au Rwanda, au Soudan, des génocides ont été commis ou sont en cours ; les dirigeants de la Chine condamnent à la peine de mort à grande échelle pour vendre des organes...

La population palestinienne vit dans l'oppression et l'humiliation. L'espérance de vie a diminué en Russie, 6 000 mineurs de charbon meurent chaque année en Chine, les nouveaux capitalistes chinois et russes vivent dans le luxe alors que la majorité de la population laborieuse manque de tout. Chaque année, des millions de personnes sont contraintes par la guerre, la répression ou la pauvreté de quitter leur pays ; dans les pays où ils arrivent, ils sont souvent méprisés, surexploités et persécutés. Toutes les grandes métropoles hébergent une population surnuméraire qui subit la misère et l'insécurité. Même dans les pays présentés comme des modèles en matière d'emploi, le chômage est massif ; partout, la précarité des travailleuses et des travailleurs s'accroît.

Les exploités et les opprimés sont mystifiés et trahis

Les bureaucraties privilégiées et despotiques, qui dirigeaient les économies étatisées proclamées « socialistes », ont elles-mêmes rétabli le capitalisme. Les régimes nationalistes bourgeois, qui défiaient après la seconde guerre mondiale les impérialistes européens et américain ont généralement capitulé. Les directions nationalistes des peuples opprimés rendent les armes (ANC, FSLN, FMLN, IRA, ETA...) ou jouent la carte de l'impérialisme dominant (OLP, PDK, UPK...). Leur faillite a renforcé des courants encore plus réactionnaires, racistes ou fondamentalistes.

Les grandes organisations créées par le prolétariat à la fin du 19e siècle et au début du 20e ont protégé leur classe dominante et leur État bourgeois face à la dernière vague révolutionnaire mondiale, celle des années 1960 et 1970, ce qui a permis la contre-offensive de la bourgeoisie mondiale dans les années 1980 et 1990. Les appareils corrompus des

syndicats ont préconisé l'intérêt national, ont cogéré, ont empêché les grèves générales, ont négocié les plans anti-ouvriers ; les partis réformistes, tant de type social-démocrate que stalinien, ont défendu leur bourgeoisie et, parfois, géré loyalement leur État bourgeois au détriment des travailleurs du pays et des pays dominés.

Durant les années 1960 et 1970, de multiples courants castristes, maoïstes et pseudo-trotskystes avaient capté l'énergie révolutionnaire de la jeunesse en prétendant relever le drapeau de la révolution abandonné par l'Internationale « socialiste » et les partis « communistes ».

Avec le reflux de la classe ouvrière et en particulier la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, les organisations centristes ont disparu, ou ont rejoint les partis traditionnels, ou encore ont mis sur pied de nouveaux partis ouvriers bourgeois. Les anciennes organisations « gauchistes » ou « radicales » sont devenues pour la plupart réformistes, pacifistes, voire patriotes. Elles travaillent la main dans la main avec des bureaucrates syndicaux, s'alignent sur Chavez, font passer le Forum social mondial pour « anticapitaliste », elles font confiance à l'ONU ou elles courtisent les mouvements écologistes et religieux. Presque toutes ont voté à un moment ou un autre pour des partis bourgeois (comme la LCR de France pour Chirac...) et même mettent en place des fronts populaires (Parti socialiste des travailleurs de Grande-Bretagne). Certaines ont réclamé plus de policiers (Lutte ouvrière de France). D'autres participent à des gouvernements bourgeois (Démocratie socialiste du Brésil, Parti communiste maoïste du Népal).

La classe ouvrière a la capacité de résister aux attaques et de renverser le capitalisme

Mais la classe ouvrière a crû à l'échelle mondiale. De nouvelles concentrations locales de travailleurs apparaissent, des générations qui n'ont pas connu de défaites renouvellent le prolétariat.

La jeunesse scolarisée a mené des luttes importantes en Grèce, au Chili, en Italie et en France. Les peuples d'Irak n'ont pas été soumis malgré les énormes moyens militaires britanniques et américains. Les conducteurs de bus et les enseignants ont fait grève en Iran, des étudiants et des femmes y ont manifesté. Le prolétariat chinois a commencé à lutter collectivement malgré une répression intense. Plusieurs présidents élus ont été chassés en Amérique latine, les masses du Venezuela ont résisté aux tentatives de coup appuyées par l'impérialisme, des organes soviétiques sont nés en Bolivie et au Mexique, sous la forme des Assemblées populaires d'El Alto-La Paz et d'Oaxaca. Aux États-Unis, le consensus patriotique de 2001 autour de Bush s'est effrité comme en témoignent les manifestations contre la guerre, les grèves, les protestations contre les lois qui visent les immigrés. En Europe, les manifestants contre la guerre irakienne ont été gigantesques dans les États qui y participaient (Grande-Bretagne, État espagnol, Italie). Un véritable soulèvement, laissé sans perspective, a secoué les banlieues de la France. En Afrique, les travailleurs et les étudiants de la Guinée ont mené une grève générale contre le pouvoir de Conté.

La classe ouvrière (les ouvriers, les employés, les techniciens, etc.) est désormais majoritaire à l'échelle mondiale et crée l'essentiel des richesses de la société. Elle a le potentiel d'empêcher l'humanité de sombrer dans l'abîme où l'entraîne inexorablement la minorité des capitalistes. Si elle mène une lutte résolue contre sa bourgeoisie, elle saura entraîner une grande partie de la paysannerie pauvre, de la jeunesse en formation, des chômeurs et des déclassés des périphéries des mégalopoles et même une fraction des cadres.

Pour une internationale ouvrière, pour la révolution socialiste mondiale

La ligne de conciliation et de capitulation envers les classes dominantes des directions bureaucratiques démoralise et divise les rangs ouvriers. L'unité des travailleurs se forge contre la bourgeoisie. La classe ouvrière, n'étant pas une classe exploiteuse, n'a d'autre moyen pour se défendre que l'organisation. Parce qu'il combat pour l'unité de ses organisations face aux patrons et aux gouvernements à leur service, le prolétariat exige des directions des syndicats, des partis, qu'ils rompent avec la bourgeoisie. Il cherche à imposer la démocratie ouvrière dans ses syndicats et ses assemblées, à organiser sa défense face aux fascistes, aux islamistes et à tous les mercenaires du capital.

Si la classe ouvrière parvient à surmonter la politique de trahison des agents « réformistes » de la bourgeoisie, alors la défense des conquêtes sociales et des libertés, la lutte pour la réduction du temps de travail, l'indexation des salaires, contre l'oppression nationale, contre la guerre impérialiste, pour l'émancipation des femmes, le contrôle ouvrier... seront efficaces et se combineront en une force formidable. Alors, en une révolution permanente, le combat dans chaque pays pour le renversement de l'État bourgeois et pour un gouvernement des travailleurs basé sur des organismes de pouvoir ouvrier ouvrira la voie à l'expropriation du capital, à la planification par les producteurs, à la construction du socialisme et à la fédération socialiste mondiale.

Pour cela, les travailleuses et les travailleurs les plus avancés doivent se regrouper au sein d'un parti révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale. Car la classe ouvrière est la première classe qui, pour être révolutionnaire, doit être internationaliste. D'abord, elle comporte toujours des immigrés. Ensuite, elle est de plus en plus exploitée par des groupes des États-Unis, d'Europe de l'Ouest et du Japon qui sont transnationaux. Surtout, seule la classe ouvrière est capable de renverser les frontières qui constituent des entraves au développement des forces productives : le socialisme ne pourra voir le jour qu'à l'échelle mondiale.

Colectivo revolución permanente en el Perú (Pérou), Groupe bolchevik (France), Grupo Germinal (Etat espagnol)

Sous le joug de l'État d'Israël

Hamas et Fatah affaiblissent davantage le peuple palestinien

Guerre civile sans base de classe

Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives de janvier 2006, avec la présidence conservée pour Abbas (Fatah), après la constitution d'un gouvernement d'union nationale entre le Hamas et le Fatah le 17 mars 2007, le sort des Palestiniens encagés à Gaza, occupés militairement en Cisjordanie, parqués dans les camps du Liban, de Jordanie, de Syrie, ne s'est en rien amélioré. Au contraire. Comme dans toutes les prisons du monde, surtout quand les brimades sont permanentes, la nourriture insuffisante, les prisonniers désespérés, quand les matons sont surarmés et paraissent invincibles, la guerre se propage à l'intérieur de la taule. Les affrontements entre Hamas et Fatah qui ont tué une centaine de Palestiniens à Gaza ne relèvent pas d'une opposition entre la bourgeoisie d'un côté et le prolétariat de l'autre, ni même d'entre deux orientations politiques inconciliables. Voilà pourquoi ils sont une impasse totale que les pauvres paient évidemment plus cher que les riches, en Palestine occupée comme partout ailleurs.

Le Hamas tient Gaza

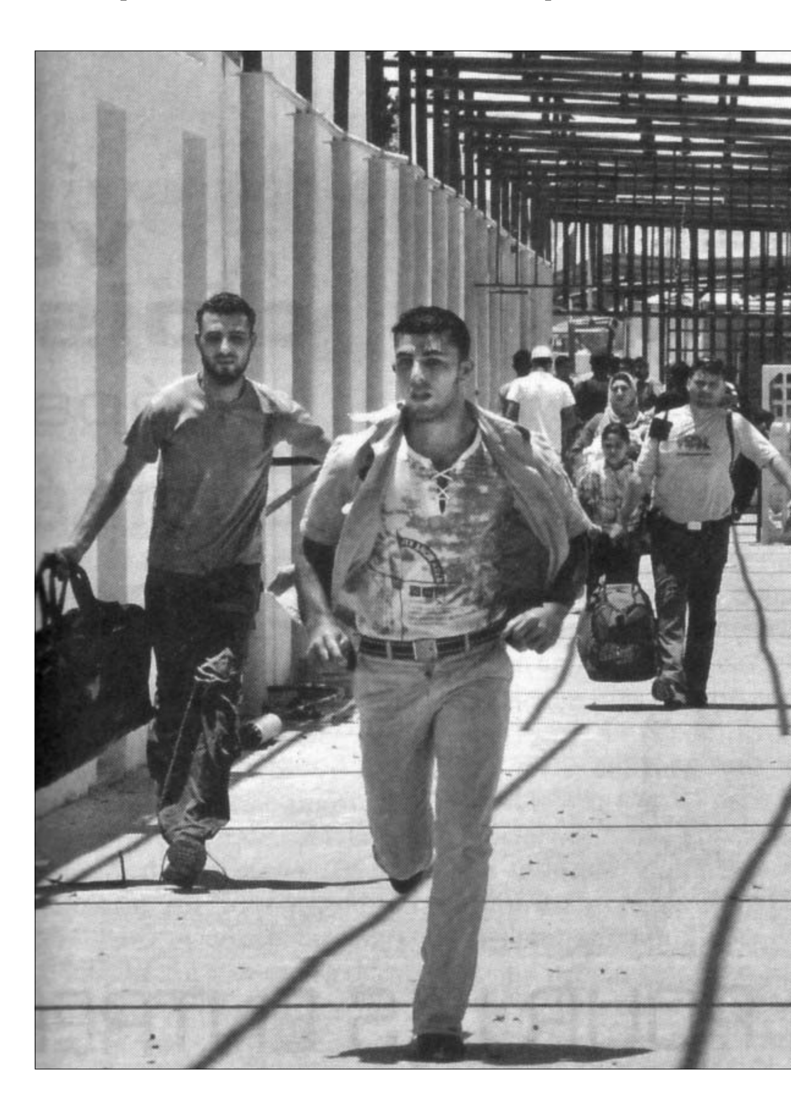
Les miliciens du Hamas sont sortis victorieux, à Gaza, des combats contre les forces de sécurité fidèles au Fatah. Ils ont conquis tous les bâtiments officiels et commencé la chasse aux opposants. Par centaines, ceux qui en avaient les moyens (argent, transports, gardes du corps) ont pu s'échapper de Gaza pour rejoindre la Cisjordanie et l'Égypte. En quelques heures, toutes les sorties de la souricière ont été fermées : *« les frères »* égyptiens ont bloqué la frontière, l'armée israélienne a refusé le passage des ambulances, elle a regardé s'entasser les familles dans le corridor de Erez.

Le Hamas, Mouvement de la résistance islamique, provient des Frères musulmans qui avaient collaboré avec la monarchie jordanienne. Grâce au financement de l'Arabie saoudite, il a conquis une base sociale en aidant à survivre des milliers de Palestiniens paupérisés. Pendant les années 1970 et 1980, Israël a facilité l'implantation du Hamas pour faire contrepoids à la résistance palestinienne dirigée par l'OLP qui menait la lutte armée. Pour sa part, le Hamas y a participé à compter de 1987 (1e Intifada). À la fin de 1992, six cents mosquées ont été construites dans Gaza. Lors de la guerre du Golfe, alors que le Hamas s'est prudemment abstenu de prendre parti, les pays du Golfe coupèrent les fonds à l'OLP. En revanche, Cheikh Yassine, libéré par Netanyahou en 1997, récolta plusieurs centaines de millions de dollars : un Palestinien sur trois perçoit depuis une aide financière du Hamas. Les islamistes ont ainsi prospéré sans être inquiétés par la répression impitoyable qui frappait les militants du Fatah.

La popularité du Hamas provient du rejet par un grand nombre de Palestiniens de l'OLP capitularde, corrompue et collaboratrice et du fait qu'il proclame son opposition à Israël. Mais l'anti-sionisme du Hamas est douteux : son problème est plus la présence d'Israélites sur des « Lieux saints » musulmans que la spoliation de tout un peuple. D'ailleurs, le Hamas a adopté un « Programme pour le gouvernement d'entente nationale » qui stipule :

> *Le gouvernement travaillera avec les frères arabes et la communauté internationale pour mettre fin à l'occupation et rétablir les droits légitimes du peuple palestinien et en premier lieu, la création d'un État Palestinien indépendant, complètement souverain sur l'ensemble des Territoires occupés en juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.*

L'occupation sioniste de la Palestine n'a pas com-



mencé en 1967, que l'on sache, mais avant même la Deuxième guerre mondiale, de 1936 à 1939, quand les nationalistes juifs bourgeois ont servi de supplétifs à l'impérialisme britannique pour écraser la révolte des Palestiniens. Le mouvement sioniste a fondé Israël en 1948 sur la base de la violence coloniale et de la spoliation des Arabes. Depuis, tous les gouvernements israéliens ont poursuivi la colonisation et ont aggravé l'oppression des Palestiniens. En revendiquant un « État palestinien dans les frontières de 1967 », le Hamas légitime la nakba de 1948, reconnaît le droit d'Israël à occuper la Palestine. Il abandonne les millions d'exilés, les millions de réfugiés dans des camps en Jordanie, en Syrie, au Liban, dont le droit au retour est nié.

Quelles que soient les déclarations glorieuses des dirigeants du Hamas dans l'enceinte de la prison que constituent les Territoires, pour asseoir leur autorité sur les emprisonnés, leur programme de gouvernement en appelle au respect des résolutions de l'ONU, il avalise les accords antérieurs signés avec les oppresseurs :

> *Le gouvernement d'entente nationale respecte les résolutions de la légalité internationale et les accords signés par l'OLP.*

La « solution » de l'ONU, ce sont les prétendus deux États sur une partie des territoires de la Palestine. En fait, cela revient à l'existence d'un seul véritable État, Israël, colonial, surarmé et raciste. Tous les accords signés avec l'État colonial et que le Hamas dit respecter ont visé le désarmement des Palestiniens, la défense des États artificiels de la région (Israël évidemment, mais aussi la Jordanie et le Liban) et la transformation de la Palestine en bantoustans.


16 juin, fuite vers le point de passage d'Erez / photo Hatel Moussa AP

Quelle différence avec le Fatah ? Aucune. Comme l'OLP, le Hamas est incapable de lutter réellement contre l'État sioniste, d'en appeler contre lui aux travailleurs juifs et de s'appuyer sur les mobilisations des travailleurs arabes de Jordanie, du Liban, d'Égypte, etc. L'islamisme politique, en plus de son obscurantisme religieux, défend le capitalisme ; la morale et les œuvres de charité doivent se substituer à la solidarité ouvrière. Le ministre de la Santé à Gaza avait annoncé en septembre une réduction de 2 millions de dollars par mois des dépenses. Le Hamas préfère les martyrs à l'armement des masses, d'où sa tactique impuissante et réactionnaire de sacrifices de jeunes Palestiniens contre des cibles israéliennes civiles. Ainsi, ils soudent les travailleurs d'Israël au gouvernement Olmert, alors que prolétaires arabes et juifs ont pour ennemie la même classe capitaliste exploiteuse.

Voilà pourquoi le Hamas ne sait que faire de sa « victoire » à Gaza. Ses dirigeants multiplient aujourd'hui les déclarations pour « l'unité des Palestiniens » et lorgnent avec inquiétude du côté d'Abbas. Le porte-parole Hamas de feu le gouvernement d'union nationale, Ghazi Hamad, déclare :

> *Il faut trouver une solution, se parler, essayer de préserver l'intérêt national, trouver des procédures, tous les moyens possibles car on ne peut pas se permettre de maintenir cet état de fait.* (*Le Monde*, 23 juin 2007)

Quand ils ne s'en remettent pas, carrément, au bon vouloir des matons :

> *Nous sommes un peuple sous occupation. Israël doit assurer nos besoins vitaux et nous comptons sur nos frères arabes pour ne pas nous laisser tomber.* (A. Youssef, conseiller politique d'Haniyeh, premier ministre Hamas)

Le Fatah resserre la collaboration avec Israël

Et en effet, Israël profite largement de la prise de Gaza par le Hamas. Abbas qui n'a jamais rompu sa collaboration avec l'oppresseur a reçu le soutien des États-Unis et de tous les impérialismes. Les ministres des Affaires étrangères des pays de la Ligue arabe réunis au Caire le 15 juin se sont joints au concert :

> *Ils ont condamné « les actes criminels » qui se sont produits dans la bande de Gaza et ont appelé à « la nécessité de respecter la légitimité nationale palestinienne et les institutions élues ».* (*Le Monde*, 17 juin 2007)

Le 25 juin, à Charm El-Cheikh, le chef du gouvernement israélien, E. Olmert, participera à un sommet avec Abbas et les dirigeants de l'Égypte et de la Jordanie. La position de l'oppresseur sioniste s'en

trouve renforcée, tous appellent de leurs vœux sa collaboration. L'accord qui sera finalisé en Égypte a été élaboré par l'impérialisme américain le 19 juin, lors de la visite d'Olmert chez Bush.

> *La situation actuelle offre une occasion que l'on n'avait pas connue depuis longtemps. Cela crée des opportunités.* (E. Olmert, *Le Monde*, 19 juin 2007)

Comme on le voit, les dirigeants sionistes ne servent pas le même discours à la Maison blanche et dans les médias israéliens : loin de claquer des dents d'inquiétude, ils se frottent les mains. Ils escomptent fixer Abbas et son gouvernement d'urgence en Cisjordanie redécoupée : qu'il accepte le mur d'apartheid, les colonies étendues, l'occupation de Jérusalem, la négation de toute possibilité de retour pour les réfugiés et alors il aura l'aide financière pour crevoter dans son État croupion, à l'ombre du puissant Israël. Bien sûr, les matons le débarrasseront du Hamas. Ils ont enregistré avec beaucoup de satisfaction que seul l'Iran a salué la victoire d'Haniyeh et de ses milices à Gaza : pour Olmert et Bush, l'occasion est belle de hurler que « l'Iran est aux portes du monde libre ; que l'État voyou numéro 1 se fait plus proche et plus menaçant ; qu'il va être temps d'agir ».

En défense des Palestiniens !

Les travailleurs, les jeunes, qui sont conscients de l'oppression inouïe subie par le peuple palestinien, se sentent en même temps impuissants. Que faire ?

Partout, il faut exiger des partis qui se réclament du mouvement ouvrier, des syndicats, qu'ils appellent à la solidarité de classe avec les Palestiniens : qu'ils appellent à manifester pour la liberté de circulation, la levée de tous les barrages et points de non-passage militaires, la destruction du mur qui enferment et affament les Palestiniens, pour la levée des blocus qui étranglent les masses de Gaza et de Cisjordanie, pour la libération des combattants palestiniens, pour le retrait immédiat des troupes françaises qui occupent le Liban.

En luttant contre le gouvernement Sarkozy-Fillon dont les sympathies pour Israël sont patentes, le prolétariat de France et la jeunesse à ses côtés peuvent affaiblir un suppôt de l'oppression coloniale et soulager ainsi ses frères et sœurs de Palestine.

À tous ceux qui désespèrent, qui rejettent à juste titre les directions traîtres qui sont à la tête des masses palestiniennes, les marxistes disent : il y a une issue, il y a un programme d'émancipation, rejoignez le combat pour la fédération socialiste du Proche-Orient !

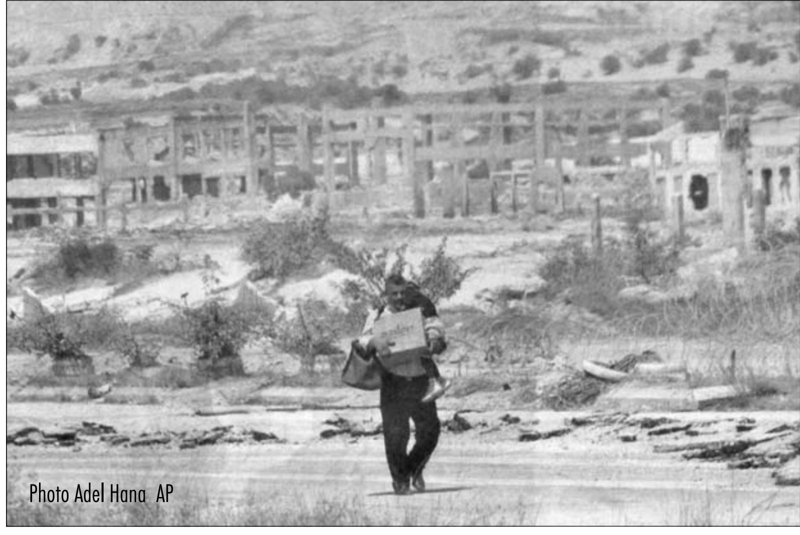
Pour la fédération socialiste du Proche-Orient, pour un parti révolutionnaire de la Palestine

La lutte pour le droit au retour, pour une seule Palestine démocratique, laïque, multiethnique ne pourra que s'affronter au véritable oppresseur des Palestiniens : Israël et son armée. Le démantèlement des frontières artificielles, la liquidation de l'armée d'occupation et des institutions coloniales sont les premiers pas vers la résolution de l'oppression du peuple palestinien. Loin des projets de partage permanent de la Palestine auxquels se rallient le Fatah et le Hamas, la perspective d'une Palestine unique passe par la liquidation de l'État colonial sioniste.

Vaincre cet ennemi mortel qu'est l'État armé par les puissances impérialistes depuis 1948 ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière de toute la Palestine. Seule la puissance de la révolution prolétarienne, organisant les masses paysannes exploitées, s'armant contre tous les capitalistes de la région peut s'en prendre aux fondements de la terreur sioniste. Cet objectif, les travailleurs juifs et arabes de Palestine, unis dans la lutte contre l'agent impérialiste de la région, adossés à leurs frères de classe des pays capitalistes dominants, sont capables de l'atteindre. Avec l'aide des prolétaires libanais, turcs, kurdes, irakiens, syriens et égyptiens, les travailleurs révolutionnaires de toute la Palestine pourront s'engager dans la constitution de la Fédération socialiste du Proche-Orient, union des gouvernements ouvriers et paysans qui auront exproprié les capitalistes et garanti le droit des Palestiniens à vivre sur leurs terres.

Mais pour que cette révolution emporte les oppresseurs et leur mode de production, il faudra au prolétariat palestinien construire un parti révolutionnaire, marxiste et internationaliste. Un tel parti aidera dans la lutte urgente pour vivre, pour les salaires et du travail, pour l'accès aux soins et aux études, contre la pénurie et la vie chère, à faire la jonction avec l'avant-garde des travailleurs juifs désireux de vaincre la bourgeoisie sioniste. Contre la répression et la colonisation, un parti ouvrier révolutionnaire permettra de rassembler l'avant-garde ouvrière palestinienne capable de prendre le pouvoir à la bourgeoisie, de détruire l'État capitaliste sioniste comme tous ceux de la région, d'avancer vers la Fédération socialiste du Proche-Orient.

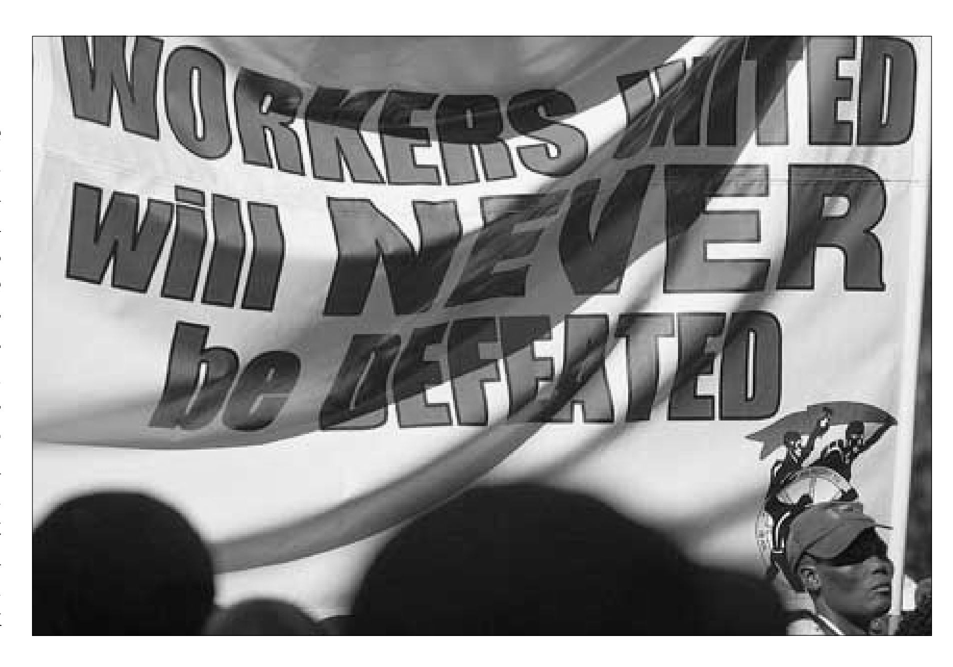
23 juin 2007


Photo Adel Hana AP

Afrique du Sud

Les enseignants et les infirmiers sous-payés par l'État, affrontent le gouvernement de la bourgeoisie noire

13 ans de « réconciliation »



La fin de l'apartheid fut causée par la menace de la révolution prolétarienne. L'Afrique du Sud s'est inscrite pleinement dans la vague révolutionnaire des années 1970. Loin de s'éteindre, comme dans la plupart des pays la décennie suivante, les luttes ouvrières s'intensifièrent si bien que, face à une mise en cause du régime raciste (« apartheid »), le président Pieter Botha se résigna en 1989 à négocier avec Nelson Mandela, le principal dirigeant de l'opposition, condamné à la détention à perpétuité, que son successeur Frederik de Klerk libéra en 1990.

Depuis 1994, les gouvernements de type front populaire constitué par l'ancien mouvement nationaliste (ANC), l'appareil de la puissante confédération syndicale (COSATU : 1,8 million de membres) et l'ancien parti stalinien (SACP) ont gouverné la première puissance économique du continent africain dans l'intérêt du capitalisme sud-africain et au détriment du prolétariat, très majoritairement noir. En contrepartie, la bourgeoisie blanche s'est ouverte à une poignée de capitalistes noirs, souvent issus de l'appareil de l'ANC.

Pour que leur « réconciliation » fonctionne, les gouvernements de Mandela, puis de MBeki ont protégé les anciens dictateurs racistes et leurs tortionnaires, si bien que l'ancien parti de l'apartheid (NP) a fusionné avec l'ANC en 2005. En outre, les droits démocratiques chèrement acquis par les masses moires ont été immédiatement limités par les gouvernements structurés par l'ANC avec la participation du parti réformiste et le soutien de la bureaucratie syndicale. Par exemple, contre le droit de grève, Mandela et de Klerk ont instauré en 1995 le *Labour Relation Act* qui impose aux syndicats de prévenir 7 jours à l'avance de leur intention de faire grève. À partir de 1996, le gouvernement Mandela a commencé à privatiser les entreprises publiques, a réduit la fiscalité sur les profits, a comprimé les dépenses sociales et a libéralisé les mouvements de capitaux.

Plus de la moitié du revenu national est accaparée par seulement 10 % des ménages. Une grande partie de la population vit dans la misère, comme du temps de l'apartheid. Le taux de chômage est officiellement de 30 %, la hausse des prix touche particulièrement la nourriture et les produits de première nécessité. Les immigrés des pays voisins sont persécutés et désignés par les démagogues réactionnaires comme cible au mécontentement populaire. L'accès aux soins, notamment aux médicaments contre le virus VIH, est réservé aux riches. Seuls 3 % des terres accaparées par les colons d'origine néerlandaise et britannique ont été redistribués aux paysans d'origine africaine. La délinquance et la criminalité sont élevées.

La grève spontanée des professeurs et des infirmiers défie le gouvernement MBeki

Malgré les dispositions légales contre le droit de grève, le 25 mai, les infirmières et les enseignants ont cessé spontanément le travail le 25 mai, pour exiger une hausse des salaires de 12 %. Leurs salaires sont bas, alors que leurs conditions de travail sont difficiles :

> *Les enseignants et le personnel médical travaillent dans des conditions difficiles. Les écoles publiques sont surchargées, avec des classes de plus de 50 élèves, et de sérieux problèmes de violence. Dans les hôpitaux, la charge de travail est alourdie par la croissance démographique et l'épidémie du sida, alors que le personnel de santé est en diminution.* (*Le Monde*, 22 juin 2007)

La grève concerne 700 000 travailleurs, parfois organisés en piquets de grève. Face à leur colère et à leur détermination, les chefs du SADTU et du SADNU, c'est-à-dire les syndicats respectifs des enseignants et infirmiers, affiliés tous deux au COSATU, ont dû appeler le 1er juin à la grève illimitée.

Le gouvernement sud-africain se comporte comme tout gouvernement bourgeois. Le président Thabo MBeki et son gouvernement ANC-COSATU-SACP proposent une augmentation de 6,5 % alors que l'inflation de l'année écoulée a été de 6,3 % et que les traitements des ministres seront augmentés de 50 % cette année.

Tout en accusant les travailleurs de la santé de faire mourir leurs patients, la ministre de la Fonction publique, membre du SACP, menace 3 000 travailleurs de la santé grévistes de licenciement s'ils n'ont pas respecté le service minimum. L'appareil répressif de l'État bourgeois est mis à contribution pour briser la grève, à commencer par les mercenaires professionnels de l'armée de métier :

> *Le gouvernement a dû déployer 2 500 militaires pour garantir l'accès des non-grévistes à leur lieu de travail.* (*Le Monde,* 22 juin 2007)

La police, dont le ministre est aussi membre du parti « communiste », a réprimé à plusieurs reprises les travailleurs en grève :

> *La police sud-africaine a ouvert le feu, avec des balles en caoutchouc, lundi sur des infirmières qui manifestaient pour obtenir une revalorisation salariale. Une vingtaine d'entre elles ont été arrêtées. Les grévistes bloquaient l'accès à un hôpital de la ville. (Journal du dimanche,* 4 juin 2007)

La direction syndicale du COSATU tente de protéger le gouvernement

En août 1999, une première grève générale des fonctionnaires avait été défaite par la collaboration de classes orchestrée par l'alliance tripartite. Depuis le début du mouvement actuel, la bureaucratie confédérale a manœuvré pour protéger le gouvernement qui, de son côté, ne cesse d'en appeler à la responsabilité des chefs de la COSATU. Ceux-ci se sont bien gardés d'appeler à la grève générale.

> *Patrick Craven, porte-parole du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu) a concédé qu'une grève à grande échelle dans la solidarité avec les syndicats grévistes de secteur public, prévus pour mercredi* (13 juin 2007, NdR), *ne se produira pas parce que les syndicats n'ont pas légalement averti les employeurs sept jours à l'avance.* (*Business Day,* 9 juin 2007)

Enfin, le même dirigeant du COSATU dénonce, comme le pouvoir bourgeois, les piquets de grève :

> *Craven a dit que le COSATU était d'accord avec le discours du Président Mbeki au Parlement condamnant vigoureusement « la violence et l'intimidation qui s'est produite dans la grève continue du secteur public ».* (*South African Press Association,* 14 juin 2007)

Les dirigeants du COSATU ont abaissé, au cours de nombreuses négociations avec le gouvernement pendant la grève, la revendication salariale de 12 à 9 % : **Augmentation des salaires de 12 %, indexation des salaires sur les prix, recrutement de professeurs et de soignants !**

Les travailleurs sud-africains sont tous concernés par la baisse du pouvoir d'achat, les attaques contre les grévistes : **Grève générale de tous les secteurs de la classe ouvrière, dont celui, décisif, des mineurs ! Autodéfense contre la police et l'armée !**

La classe ouvrière doit arracher l'indépendance du prolétariat et s'ouvrir la perspective du gouvernement ouvrier et paysan

La coalition contre nature entre les organisations issues de la classe ouvrière (COSATU, SACP) et l'émanation de la bourgeoisie noire, l'ANC rejointe depuis par l'ancien parti de l'apartheid, a été édifiée comme barrage à la révolution prolétarienne qui menaçait à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Tout mouvement significatif des travailleurs, toute revendication sérieuse, se heurte au gouvernement tripartite. On ne peut être du côté de la classe capitaliste et dans le gouvernement à son service et prétendre servir les exploités et les opprimés : **Rupture du COSATU et du SACP avec MBeki et le gouvernement bourgeois ! Gouvernement des seules organisations ouvrières et paysannes !**

Pour empêcher les trahisons, les travailleurs ont besoin d'organiser leur lutte en élisant des comités de grève élus et révocables et en les centralisant. De tels organismes seront à même d'unifier les travailleuses et les travailleurs, de contrôler ceux qui parlent en leur nom et constitueront une alternative au gouvernement bourgeois.

Pour un parti ouvrier révolutionnaire

Le prolétariat sud-africain a une grande tradition héroïque. Son activité des années 1980 a permis de jeter à bas l'apartheid. Mais, à cause de la soumission de ses propres organisations à l'ANC, ses efforts n'ont abouti qu'à un réaménagement des institutions bourgeoises et au maintien de l'exploitation et de la pauvreté pour le plus grand nombre.

Contre le « front uni anti-impérialiste » et la « révolution par étapes » des ex-staliniens du SACP et des bureaucrates syndicaux du COSATU, les éléments avancés de la classe ouvrière la plus nombreuse du continent doivent se doter d'une organisation révolutionnaire et internationaliste.

Le parti de la révolution permanente, délimité clairement de l'ANC-NP, contribuera à l'efficacité des luttes sociales et à la satisfaction des revendications qui en émanent, à la réforme agraire et à l'émancipation des femmes, en préparant la prise du pouvoir, la liquidation de la police et de l'armée anti-ouvrières. Le gouvernement ouvrier et paysan expropriera les grands capitalistes noirs et blancs, nationaux et étrangers, ouvrira une perspective de progrès à l'Afrique, condamnée au sous-développement par les centres impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe de l'ouest et du Japon.

22 juin 2007

Grupo Germinal / État espagnol

Pour les élections municipales et autonomes du 27 mai : vote classe contre classe

Les élections législatives du 14 mars 2004 ont exprimé un point d'inflexion de la situation politique dans l'État espagnol, mettant un terme à huit années noires de gouvernements Parti Popular (PP). Cette consultation a cristallisé les mobilisations ouvrières dispersées contre la politique d'Aznar, la force exprimée sans suite dans la grève générale de 2002, les résultats des immenses manifestations de 2003 contre l'intervention impérialiste en Irak et la réaction massive de la classe ouvrière et de la jeunesse face au grand mensonge du gouvernement Aznar après les attentats d'Atocha du 11 mars 2004.

Sur la base d'une grande démoralisation des masses provoquée par la politique de privatisation et anti-ouvrière des gouvernements du Parti Socialiste (PSOE), le PP a profité de huit années (deux législatures) d'offensive permanente contre les conditions de vie des travailleurs, de baisse des coûts des licenciements et du chômage, de précarisation du « marché de travail », de réduction des salaires réels et des pensions, de privatisations du patrimoine et des services publics, de réduction des impôts sur le capital et d'augmentation des charges qui pèsent sur les salariés, de renforcement des mesures répressives, d'attaques féroces et d'humiliations croissantes faites aux nationalités qui combattent activement pour leur autodétermination, spécialement en Euskadi et en Catalogne. Ironie du destin, le gouvernement d'Aznar-PP a été balayé par les masses, dans les rues et les urnes, par toute la rage accumulée qu'il a précisément exploitée après un attentat terroriste. Attentat en lequel l'appareil d'État a cru trouver la grande occasion pour renforcer son gouvernement, le prétexte du terrorisme étant si facile à utiliser pour mettre en œuvre de nouvelles mesures réactionnaires et répressives.

Au cours de ces dernières élections législatives, dans chaque ceinture industrielle de Barcelone, Bilbao, Madrid, Saragosse, Valence, La Corogne... chaque village ou quartier du prolétariat agricole d'Andalousie ou d'Estrémadure, la classe ouvrière de tout l'État espagnol a utilisé le vote massif pour le PSOE comme seul instrument dont elle puisse se servir sur le terrain électoral pour jeter à bas le gouvernement haï du PP. Elle a utilisé ainsi le PSOE, ce parti issu de notre classe, malgré sa longue tradition de trahison systématique depuis les années 1920 et bien que son lien aux travailleurs soit réduit à la bureaucratie de la confédération syndicale UGT et aux processus électoraux.



Grupo Germinal
en defensa del marxismo

Cependant, et il ne pouvait en être autrement, la défaite que la classe ouvrière a infligé le 14 mars 2004 au PP, le parti de la bourgeoisie espagnole, a été transformée par la direction bourgeoise du PSOE en un nouveau gouvernement anti-ouvrier qui durant les trois années écoulées, s'est efforcé de continuer la politique précédente : il a baissé davantage les indemnités de licenciements et les salaires, aggravé discrètement et avec la complicité des directions syndicales la précarisation et les conditions de travail, renforcé les mesures d'expulsion des immigrants « illégaux », respecté et étendu le financement public de l'enseignement privé, facilité la continuité d'une spéculation immobilière monstrueuse. Quant à la question nationale, qui se trouve toujours au centre de toute la politique de l'État espagnol, le gouvernement de Rodriguez Zapatero n'a rien changé. Il s'est moqué de la Catalogne en lui dictant le nouveau statut d'autonomie et il a maintenu, fondamentalement, tout le patrimoine répressif et antidémocratique implanté par le PP avec le consensus du PSOE alors dans l'opposition : lois antiterroriste et des Partis politiques, Code Pénal renforcé, tribunaux spéciaux (Audiencia Nacional), dispersion de prisonniers basques, etc. Avec De Juana Chaos, le gouvernement du PSOE a instauré le délit d'opinion avec l'objectif explicite d'éviter qu'un prisonnier qui a accompli sa peine soit libéré comme tout autre, et a permis des conditions de détention qui sont qualifiées ailleurs, dans d'autres pays, comme des actes de tortures par les organisations dites « de défense des droits de l'homme ».

Certes, ce gouvernement a débuté en réalisant une attente des masses : le retrait de troupes en Irak... mais pour, aussitôt, renforcer son intervention impérialiste en Afghanistan et, plus tard, envoyer de nouvelles troupes impérialistes espagnoles au Liban, en soutien à Israël et aux États-Unis. La « bonne volonté » dont se targue Zapatero a montré durant ces trois années tout son contenu et ses limites : il a servi à démobiliser la classe ouvrière, aidé par le répit que lui ont accordé les directions syndicales, tandis que les salaires et les pensions continuent à perdre du pouvoir d'achat, le logement ayant atteint un niveau inaccessible et des centaines de milliers d'immigrants continuant à être soumis à l'illégalité et à la surexploitation, tout cela simultanément à la réalisation de bénéfices historiques dans le secteur bancaire, du bâtiment, de l'énergie, des télécommunications...

Quant aux « promesses de paix » pour Euskadi, le gouvernement de Zapatero n'a pas été capable de faire avancer son propre plan de négociations avec ETA, bien que cette organisation fût disposée à sui-

vre les pas de l'IRA, c'est-à-dire prête à établir les conditions du renoncement à sa lutte armée sans issue, tout en abandonnant dans le même mouvement les droits à l'autodétermination de tout le peuple basque.

La « bonne volonté» espagnole du gouvernement de Rodriguez Zapatero a précisément atteint son point critique pendant ces jours de préparation des élections : Batasuna est toujours dans l'illégalité, Abertzale Socialistak s'est vue refuser le droit de se déclarer comme parti, les périodiques confisqués, les tavernes abertzales fermées et un total de 386 listes électorales municipales basques ont été invalidées pour cause de « contamination idéologique ». Au Pays basque, les conditions « démocratiques » dans lesquelles vont se dérouler les prochaines élections sont bien résumées par ces déclarations cyniques de Conde-Pumpido, ministre des Finances de l'État, aux ordres directs du gouvernement :

> *Le ministre des Finances de l'État, Cándido Conde-Pumpido a affirmé hier : « On est allé peut-être trop loin » avec l'invalidation des 386 listes des groupements d'Abertzale Sozialistak (AS) et d'action Nationaliste Vasca (ANV), puisqu'il y a quelques villages dans lesquels presque aucune autre candidature ne s'est déclarée. Il est possible que nous passions, mais cela sera tendu.* (*La Razón*, Madrid, 17 mai 2007)

Mais si, en Euskadi, le cadre électoral est une hypocrisie, dans le reste de l'État espagnol, le caractère lui-même des actuelles élections n'est en réalité pas beaucoup plus démocratique. D'une part, les communes ainsi que les « régions autonomes » ont les mains liées par la Constitution monarchiste : leur cadre d'action est déterminé à tout moment par les lois de l'État central, par les budgets que fait approuver chaque année le gouvernement. Elles ne peuvent qu'exécuter les politiques de celui-ci et examiner de manière limitée le partage de leurs misérables budgets propres. Elles sont le plus petit rouage de l'État conçu pour administrer la dictature du capital sur les autres classes, la prison des peuples sous un vernis « démocratique ».

En outre, durant les dernières années, de manière absolument généralisée, l'intervention municipale est devenue corrompue, comme maillon indispensable du développement de la spéculation immobilière qui a atteint des niveaux sans précédent. Et cette prévarication, comme le démontrent tous les cas mis en lumière (Autonomía Madrid, Marbella, de Torrevieja, etc.), ne se développe pas en marge des partis institutionnels.

Dans ces conditions de fausse démocratie et d'absence de parti ouvrier, qui peut représenter nos intérêts ou utiliser en notre faveur les institutions de la bourgeoisie ? Nous, travailleurs et travailleuses, nous ne pouvons pas espérer qu'il résulte de notre vote des gouvernements municipaux ou autonomes différents de ceux que nous connaissons déjà dans toutes leurs variantes : même dans le cas où nous donnerons une majorité aux représentants des partis ouvriers-bourgeois (PSOE et PCE), les directions de ces partis se consacreront à gérer les intérêts de la bourgeoisie dans leur ensemble, en toute loyauté vis-à-vis des institutions (voir les gouvernements de González et de Zapatero, les gouvernements tripartites catalans, les coalitions basques, les centaines de municipalités).

Pour autant, cela ne signifie pas que nous devions nous abstenir d'intervenir en tant que classe dans ces élections comme dans tout autre événement politique. Pour les travailleurs, un fait est la trahison permanente et systématique des dirigeants de l'unique grand parti (le PSOE) qu'ils utilisent traditionnellement pour s'exprimer sur le terrain électoral, déformé d'un point de vue de classe, trahison complétée par celle de la direction du PCE, presqu'en extinction et dissimulé dans une coalition (IU) avec des partis bourgeois ou petit-bourgeois minuscules, augmentés des minuscules organisations « de gauche » qui camouflent sa fidélité au capital. Mais un autre fait est que la lutte de classes vit et ne peut s'exercer sur chaque terrain qu'en utilisant les organisations qui existent.

Depuis qu'il a été expulsé du gouvernement, le grand parti bourgeois espagnol, le PP, flanqué par la Conférence épiscopale, exerce une pression extraordinaire, presque hystérique, contre le gouvernement Zapatero. Ils ne sont pas aveugles : ils voient que la classe ouvrière est encore désorientée et n'attend rien de bon du gouvernement qui prépare de nouveaux coups, qu'elle ne trouve pas le chemin alternatif qui lui permettrait de défendre ses intérêts. La conjoncture est parfaite pour essayer de retourner la défaite du PP du 14 mars 2004.

Organisées en collaboration entre la droite politique et la hiérarchie catholique, les manifestations massives à Madrid succèdent aux campagnes médiatiques frénétiques. Tout prétexte est bon, depuis les dérivations de rivières jusqu'aux négociations avec ETA, en passant par les mariages homosexuels ou le sujet de « l'éducation civique ». La réaction politique et cléricale milite activement, mais non pour démolir le gouvernement en raison de sa politique —qui, comme le PSOE lui-même l'affirme, n'est pas différente de celle des gouvernements bourgeois « de droite » d'autres pays— mais pour retourner au pouvoir direct, pour effacer les conséquences des manifestations contre l'intervention en Irak et contre le PP, pour infliger un coup politique complet à la classe ouvrière.

La bourgeoisie comprend bien le caractère contradictoire, ouvrier-bourgeois, du PSOE et du PCE : elle les utilise pour dévier, bloquer ou désactiver la lutte politique du prolétariat, pour gouverner quand les partis bourgeois ne peuvent pas directement le faire eux-mêmes ou seuls. Mais le capital, comme il le démontre dans l'actuelle campagne, ne perd non plus jamais une occasion de les mettre en échec, parce qu'ainsi il met en échec la représentation politique, bien qu'indirecte et déformée, de la classe ouvrière de l'État espagnol.

Le Grupo Germinal est trop petit pour présenter des candidats. S'il le pouvait, il le ferait, en se déployant aussi sur ce terrain déformé de la lutte de

classes, dans le but d'organiser un nouveau parti de classe qui matérialiserait fidèlement nos intérêts immédiats et historiques, il combattrait pour mettre un terme à l'exploitation capitaliste et tous types d'oppression, il disputerait aux vieux partis, livrés à l'ennemi, la confiance, la représentation et la direction du prolétariat de tout l'État. Un parti dont le programme se centrerait sur la destruction de l'État de la bourgeoisie espagnole, imposerait un gouvernement ouvrier basé sur les organisations des masses contrôlées démocratiquement par celles-ci et ouvrirait le chemin vers le socialisme, en cassant les frontières qui sont érigées contre le développement de l'économie et contre les droits des peuples. Un parti qui combattrait pour la construction des États-Unis Socialistes d'Europe.

S'il existait une quelconque candidature qui s'orienterait, même de manière rudimentaire, dans cette direction, nous appellerions à voter pour elle. Mais il n'y en a pas. La totalité des organisations (en capacité de présenter des candidatures) qui se sont formellement réclamées de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire vivent à l'intérieur de l'organisation interclassiste IU, dont les listes sont un ramassis d'organisations étrangères à la classe ouvrière (verts, nationalistes, humanistes...) qui couvrent un PCE agonisant.

Dans ces circonstances, il ne subsiste que l'option que les travailleurs ont utilisée pour les législatives du 14 mars 2004 : le vote classe contre classe pour faire face électoralement au coup politique que nous prépare la bourgeoisie, c'est-à-dire, le vote pour le parti ouvrier qui se présente dans chaque mairie ou autonomie, sans coalition avec des créatures hybrides bourgeoises ou des bourgeois. De fait, dans de nombreux cas, il ne sera pas possible de voter puisque, comme nous l'expliquons antérieurement, le PCE renonce sur tout le territoire de l'État espagnol à se présenter sans coalition interclassiste et dans quelques cas, le PSOE a également composé des listes avec des organisations bourgeoises ou petites-bourgeoises qui interdiront aux travailleurs d'exprimer leur vote de classe.

En tout cas, ces élections ne sont rien de plus qu'un espace limité et très ponctuel de la lutte de classes. Le jour suivant, toutes nos revendications resteront d'actualité, tous nos problèmes à résoudre. La perte de pouvoir d'achat, l'emploi précaire ou le chômage, les droits économiques, sociaux et politiques niés aux travailleurs immigrants, le logement inaccessible, les impôts croissants pour nourrir l'État monarchique, l'oppression nationale contre les Basques, les Catalans, les Galiciens, les Valenciens... rien ne changera si nous ne prenons pas nous-mêmes notre sort en mains dans la lutte pour améliorer notre destin, avec nos méthodes propres et nos organisations. Nous sommes la classe sociale majoritaire et notre seul espoir réside en la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, faisant partie d'une internationale ouvrière révolutionnaire destinée à centraliser notre mouvement et celui des travailleurs de tous les pays, pour mobiliser l'énorme potentiel de force que nous possédons, pour en terminer avec la décadence de la civilisation et la barbarie à laquelle nous conduit le pouvoir du capital.

Valence, 21 mai 2006

CRPP / Pérou

À la bourgeoisie, à son gouvernement et à ses partis, il faut opposer le front unique des travailleurs pour construire le pouvoir prolétarien

Huit mois de gouvernement APRA se sont écoulés et ce qui avait commencé sous le signe d'une certaine instabilité pour l'ensemble des fractions de la bourgeoisie, s'est poursuivi dans un sens contraire aux intérêts des travailleurs. Le gouvernement s'est montré jusqu'alors capable de stabiliser la domination politique de la classe qu'il représente, le mouvement ouvrier et populaire est resté globalement démobilisé et l'APRA gouverne à son aise, sous des formes variées de collaboration avec les autres partis de son genre au parlement.

Cependant, il y a encore un an et demi, différents secteurs des masses cherchaient à arracher des revendications au gouvernement de Toledo, à la fin d'un processus de quelques années qui les a vues sur le point de l'emporter à plusieurs reprises, au milieu d'une grande crise de discrédit atteignant non seulement le pouvoir exécutif, mais aussi législatif et judiciaire. Mais le mouvement des masses a été incapable de se hisser au point où, d'égal à égal, il aurait défié la classe dominante dans une lutte pour le pouvoir, malgré l'état chaotique de la haute administration et le discrédit dans lequel tombaient tous les partis bourgeois traditionnels. Pourquoi cela ne s'est-il pas produit ?

La réponse part non seulement des événements du Pérou, mais d'un trait récurrent de toute l'histoire contemporaine : *la crise de la direction politique du mouvement ouvrier.* La direction reste opportuniste, bureaucratisée, aspire à des réformes sociales mineures. Cette direction manipule, empêche et trahit les luttes des opprimés dans son propre intérêt, spécialement si celles-ci menacent de se heurter ouvertement aux forces politiques et militaires de l'État capitaliste. Depuis le changement d'échelle dans la lutte de classes qui s'est produite sous le précédent gouvernement, l'existence d'une entente infâme est apparue évidente entre d'un côté, les politiciens bourgeois (du gouvernement et d'opposition) et, de l'autre, les dirigeants du mouvement ouvrier et paysan. L'objectif était de soutenir le régime pseudo-démocratique, de démobiliser les masses et d'utiliser une fois de plus les processus électoraux pour que la bourgeoisie puisse se remettre de sa crise politique.

Dans ces circonstances, quelques faits se sont avérés particulièrement scandaleux : parmi les nombreuses déclarations de soutien au président d'alors, Toledo, de la part de la direction de la confédération syndicale CGTP face aux exigences massives de démission présidentielle, la plus spectaculaire fut la visite en 2003 de son secrétaire général Gorriti au palais présidentiel. Peu après, le 14 février 2004, Mario Huamán, le président de la CGTP, exprimait son soutien ouvert au Premier ministre Ferrero, « pour sortir de la crise », tout en mettant sur pied l'*Acuerdo Nacional* (Accord national) avec les exploiteurs. Comme de coutume, il fallait un moyen de donner l'impression d'une volonté de combattre, afin d'empêcher le discrédit de la direction réformiste aux yeux des masses. Ce fut, en guise de soupape visant à évacuer la pression populaire accumulée contre la bourgeoisie, une journée d'action nationale convoquée par la direction de la CGTP le 14 juillet, qui s'est avérée un succès dans la plus grande partie du pays, mais non dans la capitale. En fait, la ville de la plus grande concentration ouvrière tournait le dos à la bureaucratie, percevant sa complicité avec l'État rejeté.

Ce qui a suivi a été la collaboration fidèle avec la bourgeoisie dans les vapeurs de l'opium électoral. La direction réformiste du PC (Parti communiste péruvien) et de Patria Roja (Patrie rouge, maoïste) a essayé de revenir au parlement grâce au Frente Amplio de Izquierda (Front élargi de gauche) mais n'a récolté que 1 % des suffrages, tant la plupart des travailleurs sont lassés de son arrivisme et de ses trahisons. Après avoir durant des années courtisé et flatté certains partis bourgeois (l'APRA en premier

lieu, en passant par l'UPP et finalement le PNP), n'obtenant seulement que des humiliations, le stalinisme déglingué a reçu la juste et souveraine claque du peuple. D'autre part, sur le plan syndical, le dédain actuel de la base des instituteurs envers la mafia de Patria Roja dans le Sutep (Syndicat unitaire des travailleurs de l'éducation du Pérou), est un aperçu éloquent du mépris que suscite la bureaucratie.

Et maintenant ?

Au moment où la bourgeoisie dans son ensemble, toutes ses expressions politiques comprises, faisait de la réalisation du *Tratado de Libre Comercio* (TLC, traité de libre échange) avec les États-Unis son objectif stratégique, la direction du mouvement des masses qui aurait dû mener la lutte pour la défaite totale des plans de l'impérialisme et de ses laquais, baissait la tête et gémissait : *« Traité: Oui mais pas ainsi »*, comme les secteurs de la bourgeoisie agricole de Conveagro (Convention nationale de l'agriculture péruvienne). Tout est aujourd'hui concentré entre les mains du Sénat et du Congrès étasunien ; il est temps que la lutte des travailleurs péruviens soit prise en mains par eux-mêmes.

Démoralisé et désarmé politiquement par ses manitous maintenus, le peuple travailleur observe maintenant comment le vieil APRA pro-impérialiste et la démagogie d'Alan García, qui règnent sans rivaux, manigancent la farce du retour à la Constitution de 1979, de la fin de la « rente de base » versée à Telefónica del Perú, de la fermeture d'environ 1 000 entreprises de travail temporaire, de l'élimination des AFP (fonds de pension) et tant d'autres choses. Par contre, le retour de la pire répression est garanti : étudiants de Lima, paysans d'Ayacucho, travailleurs d'Abancay et d'Huancavelica ont eu l'honneur d'être servis en premiers.

Cette confortable réanimation politique servie à la bourgeoisie par ses majordomes syndicaux, ne peut être combattue que par la réactivation de la lutte de masses, dans l'unité des opprimés et en se dotant de dirigeants honnêtes fidèles à la démocratie prolétarienne, avec une *politique de front unique des travailleurs*, faisant résolument face à la classe dominante, à son gouvernement et à tous ses appareils politiques. Si la direction de la CGTP, du syndicat des travailleurs du bâtiment, du Sutep, de la CNA, FDTA, FDTC et des principaux syndicats, n'est pas objectivement capable de rassembler et conduire les travailleurs contre leur ennemi de classe, vers la tâche historique de se doter de leurs propres organes de pouvoir, alors ces directions caduques doivent cesser de saboter la désignation de leurs représentants de classe et authentiquement révolutionnaires, par les masses organisées.

Travailleurs, combattons pour :

- Empêcher que le TLC entre en fonction.
- Répudier la dette extérieure.
- Exproprier sans indemnité ni rachat les groupes impérialistes et les entreprises privatisées.
- Démocratiser la CGTP et créer une seule centrale de masses.
- Forger des Assemblées Populaires pour une Assemblée Populaire Nationale.
- Forger un parti ouvrier révolutionnaire pour la révolution socialiste.

26 mars 2007

Colectivo Revolución Permanente en el Perú
(Collectif révolution permanente au Pérou)

Suite aux deux éditoriaux précédents, la LRP Etats-Unis a écrit au GB qui lui a répondu.

Suite à la publication du compte-rendu sur le congrès du GRA Autriche (auquel le Collectif Révolution Permanente était invité), le GB a reçu une mise au point qu'il publiera sur son site dès que les traductions en français des différents points de vue seront achevées.

Révolution Socialiste

organe trimestriel du Groupe bolchevik
pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire (affilié au Collectif révolution permanente)

Courrier au GB : **Re-So / AGECA service BP /177 rue de Charonne / F-75011 PARIS**

Site du Groupe bolchevik : **revolution-socialiste.info**

Site du Collectif révolution permanente : **revolucionpermanente.org**

Blog du CRPP du Pérou : **luchamarxista.blogspot.com**

Site du Grupo Germinal de l'Etat espagnol : **grup-germinal.org**

Site de la fraction du GRA de l'Autriche : **grafraktion.net.tf**

ISSN : 1634-4006 / Directrice de la publication ML Herblot / RS24.03



Les journées de mai 1937 à Barcelone

La CNT et le POUM laissent passer la dernière chance de la révolution espagnole et donc de victoire contre Franco

La coalition de Front populaire pour empêcher la révolution socialiste

Le 15 janvier 1936, la plupart des organisations ouvrières, Parti socialiste (PSOE), Union générale des travailleurs (UGT), Parti communiste espagnol (PCE), Fédération nationale des jeunesses socialistes, Parti syndicaliste, Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) constituaient une alliance avec les formations bourgeoises : Gauche républicaine d'Azaña, Union républicaine de Martinez Barrio et Gauche catalane de Companys, auxquelles se rallieront par la suite les nationalistes basques.

Le POUM, souvent présenté comme « trotskyste », ne l'est pas. Ce parti est issu de la fusion en 1935 du Bloc ouvrier et paysan de Catalogne (BOC), l'opposition de droite, boukharinienne, du PCE avec l'ancienne majorité de la Gauche communiste (IC) qui s'est détachée de la 4e Internationale. Celle-ci condamne en effet tout bloc politique avec la bourgeoisie, y compris dans les pays arriérés comme l'était l'Espagne de cette époque.

Au lendemain des élections aux Cortès remportées par ce Frente popular le 16 février, Azaña forme un gouvernement avec les seuls « républicains » bourgeois que les partis ouvriers soutiennent.

Pourtant, loin de s'en remettre au gouvernement, les masses donnent l'assaut aux prisons où croupissaient 30 000 ouvriers et paysans depuis la répression de la Commune des Asturies d'octobre 1934. Les paysans commencent à s'emparer des terres et à se les partager. Les masses imposent les libertés démocratiques. Les grèves éclatent et s'étendent. Des églises et des couvents, symboles des privilèges de l'Église et de la chape de plomb cléricale flambent. Le gouvernement de Front populaire est débordé, les partis réformistes courent après les masses pour les contenir.

Les affrontements des ouvriers et des paysans pauvres avec les bandes fascistes prennent de l'ampleur. Tandis que les chefs militaires, appuyés par l'Église et les monarchistes, préparent le soulèvement, la Phalange fasciste engage déjà la guerre civile. Elle assassine des militants ouvriers et s'efforce de répandre la terreur dans les quartiers populaires.

Le gouvernement et les dirigeants des organisations et partis ouvriers savent que les généraux préparent un soulèvement, mais le gouvernement de Front populaire cautionne le corps des officiers, sa loyauté vis-à-vis de la République. Les staliniens du PCE et les sociaux-démocrates du PSOE soutiennent le gouvernement.

Le coup d'État militaire de Franco se heurte à la résistance du prolétariat

Le 17 juillet 1936, le soulèvement militaire éclate au Maroc. Le dirigeant socialiste de gauche Largo Caballero demande au gouvernement de distribuer des armes aux organisations ouvrières. Il s'y refuse. Une fois encore, le PSOE et le PCE appuient le gouvernement. Le 18 juillet au soir, les deux centrales syndicales, la CNT et l'UGT se prononcent pour la grève générale mais sans l'organiser, sans proposer de plan pour battre les fascistes. Dans le même temps, le gouvernement remet courageusement... sa démission.

Là où les travailleurs s'arment et encerclent les casernes, comme à Barcelone, le coup d'État militaire échoue. Dans toute une partie de l'Espagne, l'État bourgeois, sa police, ses administrations, entrent en crise, à cause du surgissement de multiples organes de lutte des exploités et des opprimés qui s'organisent sur le mode de la Commune de Paris, des soviets russes et des conseils de la révolution allemande. Car les ouvriers et les paysans pauvres ne montent pas sur les barricades pour les beaux yeux des bavards de la démocratie bourgeoise. Ils passent de fait à la révolution sociale. Dans les grandes villes et les petits villages, ils prennent au collet les capitalistes et les propriétaires fonciers, s'emparent des terres, des usines, des banques, des transports, etc.

Pour autant, ce pouvoir alternatif n'a pas de forme coordonnée, organisée et centralisée. Une révolution ouvrière et paysanne commence, reste à la parachever en prenant le pouvoir, en liquidant ce qui reste de l'ancien appareil étatique de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers.

Le front populaire remet en selle l'État bourgeois

Le front populaire s'active à le préserver, à le renforcer, à le reconstruire. Le 4 septembre 1936, Largo Caballero forme un nouveau gouvernement auquel participent le PSOE, le PCE, l'UGT, et six ministres des partis bourgeois. Son programme affiché est d'abord de gagner la guerre, la révolution étant différée. La confédération syndicale CNT contrôlée par les « antiautoritaires » de la FAI ne rejoint pas le gouvernement bourgeois, mais elle reconnaît son autorité.

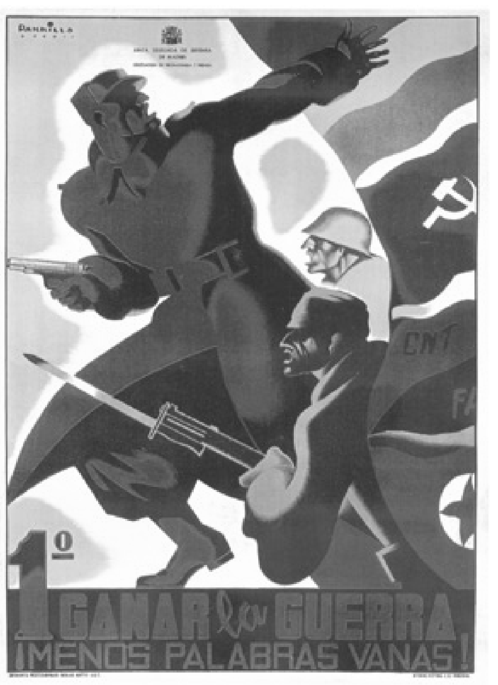
Le gouvernement Frente popular s'emploie à détruire les comités et les milices, à défendre la pro-

priété privée, à reconstituer la police et une armée « républicaine » sous commandement unique, à bafouer les minorités nationales de l'Etat espagnol et à affirmer son droit à coloniser le Maroc.

Faute d'un parti révolutionnaire, d'un parti de type bolchevik, il ne rencontre pas de résistance organisée. À Valence, le Comité exécutif populaire se rallie au nouveau gouvernement. À Barcelone, tous les partis, y compris le POUM, forment un gouvernement dirigé par les nationalistes catalans. Le 31 octobre c'est au tour du Conseil d'Aragon de reconnaître l'autorité du gouvernement central. Finalement, le 4 novembre, la CNT dirigée par les anarchistes entre au gouvernement.

Sur la ligne de la bureaucratie russe dirigée par Staline qui craint comme la peste la révolution socialiste européenne et qui cherche à ménager les impérialismes britanniques et français en face de la menace nazie sur l'URSS, l'appareil stalinien du PCE est le défenseur le plus acharné de l'ordre bourgeois. Il le justifie au nom d'une prétendue étape bourgeoise de la révolution, qui est la reprise pure et simple de la thèse du Parti menchevik en 1917 :

> *La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise... En cette heure historique, le PC fidèle à ses principes révolutionnaires et respectueux de la volonté du peuple se place aux côtés du gouvernement qui exprime cette volonté, aux côtés de la République, aux côtés de la démocratie. Le gouvernement espagnol est un gouvernement issu du triomphe électoral du 16 février et nous le soutenons et le défendons parce qu'il est le représentant légal du peuple en lutte pour la démocratie et la liberté.* (Dolores Ibarruri, *Mundo Obrero,* 30 juillet 1936)



La propagande stalinienne : *« D'abord, gagner la guerre. Moins de paroles vaines ! »* Mais la guerre sans révolution (qui devient en 1937 la guerre *contre* la révolution) ne pouvait vaincre Franco armé par Hitler

En outre, le PCE bénéficie politiquement de l'aide de l'URSS. De même, les brigades internationales sont politiquement contrôlées par l'Internationale communiste stalinisée. Celle-ci a dépêché sur place ses émissaires, dont l'italien Togliatti, les français Duclos et Marty.

Grâce à l'appui de la direction de l'UGT, du PCE et du PSOE, et aussi de la FAI bakouniniste et du POUM centriste, le Front populaire réussit à faire refluer le mouvement des masses dans presque toute l'Espagne.

Le prolétariat catalan se heurte à l'Esquerra catalana et au Frente popular

Au printemps 1937, la situation politique n'est plus la même qu'en juillet et septembre 1936. L'État est en pleine reconstruction. Une armée républicaine est reconstituée, la police fonctionne à nouveau. Les conseils municipaux ont repris leurs fonctions et les masses sont refoulées par le gouvernement. Les tribunaux bourgeois sont rétablis. Les provocations succèdent aux provocations.

Mais en Catalogne et sur le front d'Aragon, la majorité des ouvriers restait armée. Alors, les gouvernements républicains, dont celui de la Généralité de Catalogne, au lieu de se concentrer contre les franquistes, comme ils le prétendent, s'engagent dans une véritable guerre civile, à l'arrière, contre la classe ouvrière.

Dans le cadre de la restauration de l'ordre bourgeois, le POUM, qui se prononce pour la révolution, est exclu du gouvernement de la Généralité de Catalogne. Comorera, chef du PSUC (appendice du PCE en Catalogne), ministre du Ravitaillement, dissout les comités ouvriers qui achetaient aux paysans les produits alimentaires, laisse le champ libre aux spéculateurs et trafiquants. L'inflation s'accélère, les queues s'allongent devant les commerces des quartiers ouvriers de Barcelone, tandis que les riches s'empiffrent dans les restaurants des quartiers bourgeois.

En avril 1937, un détachement de carabiniers arrache à une patrouille ouvrière de la CNT le contrôle des douanes de Puigcerda, tandis qu'à Barcelone, des gardes d'assaut procèdent au désarmement des ouvriers dans les rues. Les carabiniers et les bandes staliniennes multiplient les expéditions punitives et les assassinats de dirigeants ouvriers dans les villes de Catalogne.

Les travailleurs de la CNT avaient perdu beaucoup des leurs pour reprendre aux troupes fascistes le central téléphonique de Barcelone. Depuis le 19 juillet 1936, ce centre des télécommunications est dirigé par un comité UGT-CNT. Le contrôle de la Telefonica exprimait la persistance d'éléments de double pouvoir. En particulier, le comité CNT-UGT était en mesure de connaître les communications gouvernementales et toutes celles avec l'étranger.

Le lundi 3 mai, sous les ordres de Rodriguez Salas, commissaire à l'ordre public, membre du PSUC-PCE, trois camions de gardes d'assaut pénètrent à l'intérieur du central téléphonique et tentent de s'en emparer. À l'initiative des comités et militants locaux, la classe ouvrière de Barcelone se mobilise, les prolétaires prennent le contrôle de la plus grande partie de la ville, le gouvernement se limitant aux quartiers bourgeois. Les barricades sont rejointes par le POUM, l'aile gauche de la CNT et le groupe de la 4e Internationale. Celui-ci distribue l'appel

suivant :

Aucun compromis ! Désarmement de la Garde nationale républicaine et des gardes d'assaut réactionnaires. C'est le moment décisif. Plus tard il sera trop tard. Grève générale dans toutes les usines, sauf celles qui sont liées à la poursuite de la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir ouvrier peut assurer la victoire. Armement total de la classe ouvrière ! Vive l'unité d'action CNT-FAI-POUM ! Vive le front révolutionnaire du prolétariat ! Comités de défense révolutionnaires dans les ateliers, les usines et les districts ! (Section bolchevik-léniniste d'Espagne, 4 mai 1937)

La CNT-FAI apporte son soutien au Front populaire, le POUM l'imite

Alors que les masses se tournent vers eux, les dirigeants anarchistes de la CNT interviennent au compte du gouvernement catalan et du front populaire. La FAI négocie un compromis avec Companys si bien que les milices ouvrières se retirent du central téléphonique. La direction de la CNT appelle les travailleurs à abandonner les barricades et à retourner au travail.

Les tragiques événements qui ont eu lieu dans notre ville pendant les dernières 48 heures ont empêché que la totalité des ouvriers de Barcelone se rendent à leur travail. Le conflit qui a motivé cette situation anormale est préjudiciable pour la cause du prolétariat, et a été heureusement résolu par les représentants des partis et organisations anti-fascistes réunis au Palais de la Généralité. Ainsi, il est donc ordonné aux travailleurs de la CNT et de l'UGT, sans exception d'aucune sorte, de reprendre le travail... (*Communiqué UGT-CNT*, 4 mai 1937)

La FAI dénonce même le groupe des « Amis de Durruti » qui veut poursuivre la lutte. Les chefs anarchistes bloquent les colonnes du POUM et de la CNT qui convergent vers Barcelone pour aider les ouvriers. Les dirigeants anarchistes appellent sans relâche les travailleurs à déposer leurs armes. Le POUM s'aligne sur la CNT qui capitule devant le front populaire qui sert la bourgeoisie espagnole :

Le prolétariat de Barcelone a montré sa volonté inébranlable de ne pas tolérer la moindre provocation contre-révolutionnaire. Une fois débarrassés de l'ennemi par la magnifique réaction de la classe ouvrière, la « retraite » s'imposera. (Comité exécutif du POUM, 4 mai 1937)

Le prolétariat, une fois de plus, malgré l'énergie dont il fait preuve, est laissé sans direction, sans stratégie, sans issue. Le 5 mai, Garcia Oliver, ministre anarchiste du gouvernement Caballero, dépêché sur place, déclare :

Camarades : pour l'unité anti-fasciste, pour l'unité prolétarienne, pour ceux qui sont tombés dans la lutte, ne vous laissez pas entraîner par les provocations. Tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères, je m'incline devant eux et je les embrasse. Ce sont des victimes de la lutte antifasciste et je les embrasse tous sans distinction.

Pendant ce temps, dans toute la Catalogne et dans toute l'Espagne, l'offensive contre-révolutionnaire se développe. Le gouvernement central Frente popular fait croiser devant le port une partie de la marine de guerre, aux côtés de croiseurs britanniques et français. Il détache du front de Jarama une colonne motorisée de 5 000 gardes d'assaut. Il nomme le général Pozas, du PCE, commandant des troupes de Barcelone. Le PSUC-PCE occupe, en en chassant les milices ouvrières, la principale gare de Barcelone.

Chaque « succès » des dirigeants anarchistes pour ramener « le calme » va se solder par une avance des forces de la Généralité et des staliniens qui reprennent le terrain conquis par les ouvriers. Les ministres anarchistes vont jusqu'à voter la censure gouvernementale des journaux révolutionnaires, dont les leurs !

L'appareil stalinien calomnie, emprisonne, torture et assassine

Sur les barricades, les ouvriers anarchistes déchirent *Solidaridad Obrera*, l'organe de la CNT, levant leurs poings ou leurs fusils en direction des postes de radio, où parlaient leurs dirigeants, les Mariano Vasquez, les Garcia Oliver, les Federica Montseny. Sous le feu toujours plus nourri de la police et des troupes du PSUC, ils tiennent pendant deux jours. Mais le 7 mai, des troupes du gouvernement national entrent dans Barcelone, ouvrant la voie aux représailles, aux arrestations, aux tortures et aux assassinats des révolutionnaires.

La censure est établie. Le gouvernement monopolise les émetteurs radio. Une police spéciale est constituée, le Service des investigations militaires (SIM), que contrôlent le PCE, en particulier Carrillo et Lister, et le NKVD russe. Il n'y a plus de milices mais une armée nationale. Des tribunaux spéciaux sont institués.

La presse stalinienne traite les poumistes de « fascistes » et les accuse d'œuvrer avec les services secrets de Mussolini et Hitler. Le 28 mai, le nouveau gouvernement républicain Negrín interdit l'organe du POUM, *La Batalla*. Le 16 juin, les dirigeants du POUM sont arrêtés. Pendant des jours, les agents du NKVD torturent Andrés Nin, fondateur de l'Internationale syndicale rouge du temps de Lénine et ancien opposant communiste de gauche à Staline, pour lui arracher des « aveux » analogues à ceux des dirigeants du Parti bolchevik lors des « procès de Moscou ». La résistance de Nin fait échouer les plans pour « démontrer » la collusion des « trotskystes » du POUM avec les fascistes, si bien que les agents de Staline l'achèvent.

Sont aussi assassinés Walter Schwartz, un ancien membre du PC allemand dirigeant du POUM, le militant italien de la CNT Camillio Berneri, le secrétaire du Front de la jeunesse révolutionnaire Alfredo Martinez, le militant du Parti travailliste Bob Smilie, l'universitaire américain José Robles, etc.

Plus d'un militant bolchevik-léniniste combattant pour la révolution espagnole, est liquidé : Kurt Landau, militant autrichien, ancien secrétaire de l'Opposition de gauche, le militant polonais Freund (dit Moulin), le militant tchèque Erwin Wolff, ancien secrétaire de Trotsky...

La mise au pas des travailleuses et des travailleurs de Barcelone pave la voie à Franco

Les journées de mai 1937 ont vu les masses de Catalogne créer, en quelques heures l'ensemble des conditions qui auraient pu permettre à la classe ouvrière de renverser le courant et reprendre l'offensive face à Franco, renforcé non seulement par les armes allemandes, mais surtout par la défense de la propriété privée par le Front populaire.

Au moment décisif, le POUM et la CNT-FAI ont capitulé de nouveau devant le Frente popular, faute d'être bâtis sur le programme du marxisme, celui de l'alliance ouvrière et paysanne contre toute soumission à la bourgeoisie, celui de la confiance dans la capacité du prolétariat à s'émanciper, celui de l'insurrection ouvrière contre le pouvoir bourgeois. Une république ouvrière et paysanne de Catalogne basée sur les milices et les comités ouvriers aurait pu étendre la révolution et, ainsi, affaiblir considérablement l'armée franquiste en appelant au contrôle ouvrier sur les entreprises, à la confiscation des terres par les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, à l'indépendance du Maroc.

Mais le gouvernement Negrín, épaulé directement par le NKVD, rend les terres aux propriétaires fonciers, rétablit la liberté du commerce, désarme les milices. Le front populaire, ce bloc entre les partis bourgeois « démocratiques », les partis réformistes et les anarchistes, porte tous ses efforts « sur le front de la propriété », si bien que le front militaire s'effondre, inéluctablement. En janvier 1939, Barcelone tombe.

> *L'écrasement de Barcelone porte un coup terrible au prolétariat mondial mais lui donne aussi une grande leçon. Le mécanisme du front populaire en tant que système de duperie et de trahison des masses exploitées a été complètement dévoilé. Le mot d'ordre de « défense de la démocratie » a révélé une fois de plus son essence réactionnaire et, en même temps, son caractère creux. La bourgeoisie veut perpétuer le règne de son exploitation, les ouvriers veulent se libérer de l'exploitation. Telles sont les tâches réelles des classes fondamentales de la société moderne.* (Léon Trotsky, *La Tragédie espagnole*, janvier 1939)

En mars, c'est au tour de Madrid. Le prolétariat d'Espagne est écrasé pour plus de trente ans. La division des rangs ouvriers face au fascisme en Allemagne, le bloc du PS-SFIO et du PCF-SFIC avec le Parti radical et l'étouffement de la grève générale en France, le barrage du Frente popular contre la révolution espagnole et l'écrasement de l'insurrection de Barcelone permettent à Franco de s'emparer du pouvoir, puis à Hitler et Mussolini d'ouvrir la seconde guerre inter-impérialiste en Europe, qui déchaînera encore plus de barbarie capitaliste que la première.

Bibliographie sur la révolution espagnole

Les Cahiers du CERMTRI n° 38, *Documents sur la révolution espagnole (1936-39)*, septembre 1985.

Cahiers Léon Trotsky n° 50, *Espagne : hommes et courants,* mai 1993.

Alba Victor, *Histoire des républiques espagnoles*, Nord Sud, 1948.

Broué Pierre, *Staline et la révolution : le cas espagnol (1936-1939)*, Fayard, 1993.

Broué Pierre, *La Révolution espagnole 1931-1939,* Flammarion, 2002.

Broué Pierre et Emile Témime , *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Minuit, 1996.

Casanova M. (Mieczyslaw Borstenstein), *L'Espagne livrée, comment le Front Populaire a ouvert les portes à Franco*, POI, 1939, disponible sur Internet : www.marxists.org/francais/4int/prewar/1939.

Gorkin Julián, *Les Communistes contre la révolution espagnole*, Belfond, 1978.

Grossi Manuel, *L'Insurrection des Asturies*, EDI, 1972.

Landau Katia, *Le Stalinisme bourreau de la révolution espagnole 1937-1938*, Spartacus, 1971.

Maurin Joaquin, *Révolution et contre-révolution en Espagne*, Rieder, 1937.

Morrow Félix, *Révolution et contre-révolution en Espagne 1936-1938*, La Brèche, 1978, disponible sur Internet : www.marxists.org/francais/morrow/espagne.

Munis Grandizo, *Leçons d'une défaite, promesse de victoire,* Science Marxiste, 2007.

Nin Andrés, *Les Mouvements d'émancipation nationale,* Syros, 1975.

Ollivier Marcel, *Le Guépéou en Espagne,* Spartacus, 1975.

Orwell George, *Hommage à la Catalogne (1936-1937)*, 10/18, 1999.

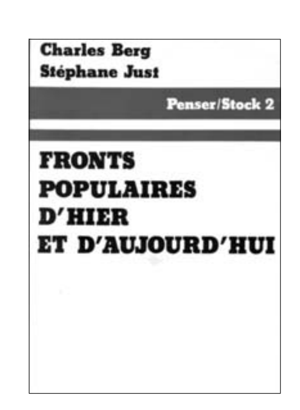
Rous Jean, *Espagne 1936-1939, la révolution assassinée,* voir *Les Cahiers du CERMTRI.*

Thomas Hugh, *La Guerre civile espagnole*, Bouquins, 1997.

Trotsky Léon, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, Minuit, 1976.

Stéphane Just

La coalition de front populaire contre la révolution : de « la pause » de 1937 à la démission de Blum


Charles Berg
Stéphane Just
Penser/Stock 2
FRONTS POPULAIRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Suite de *Révolution Socialiste* n° 19, n° 20, n° 21, n° 22

La contre-offensive

Septembre 1936. Les masses sont rentrées ; la grève n'a pu déboucher politiquement grâce aux chefs de la SFIO et du PCF. La classe ouvrière a conquis des droits et des positions, mais l'ordre social n'est pas modifié. Le canon tonne en Espagne, et les masses françaises sont désarmées devant cette situation. Le désenchantement est perceptible. Si elles ne savent pas où elles veulent aller, en l'absence d'un parti révolutionnaire qui exprime en un programme leurs aspirations et leurs besoins, et le traduise en termes d'action et d'organisation politiques, les masses sentent que l'essentiel leur a échappé. La droite recommence à agir. La Cagoule se manifeste. Les patrons s'organisent pour la contre-offensive. La hausse des prix réduit jour après jour les « conquêtes » des accords Matignon. La fuite des capitaux organisée par le grand capital aggrave les conséquences du déficit de la balance du commerce extérieur. Le 25 septembre, le franc est dévalué. Le gouvernement de Front populaire refuse de mobiliser les masses, d'instituer le contrôle des changes et des mouvements de capitaux. Il s'aligne sur les intérêts de la classe dominante.

Blum propose l'échelle mobile des salaires pour lutter contre les conséquences de la dévaluation. Mais l'opposition se déchaîne, soutenue par de nombreux députés radicaux. Le Front populaire se désagrège. Blum recule. Finalement, cette capitulation est sanctionnée par un vote, les radicaux « de droite » votent contre le gouvernement, les communistes acceptent de voter le texte gouvernemental...

Le patronat qui s'est organisé lance le mot d'ordre : *« Patrons, soyez des* patrons. » Des fonds importants sont mis à la disposition des journaux, des partis de droite, pour orchestrer une campagne dans tout le pays contre la classe ouvrière et la CGT.

À chaque occasion, Blum tergiverse, louvoie et donne finalement gain de cause au patronat. La hiérarchie catholique entre en scène, les cinq cardinaux français déclarent le 31 octobre :

> *Notre pays, il faut l'avouer, a connu peu d'heures aussi graves... Les principes naturels du droit à la propriété, du droit à la liberté, du respect de la parole donnée et des contrats consentis qui constituent les fondements de la civilisation, nous les voyons aujourd'hui systématiquement violés, et, ce qui est plus grave encore, on les regarde comme des préjugés qu'il faut définitivement écarter... La vraie cause, nous ne le redirons jamais assez, c'est l'athéisme pratique auquel notre pays semblait s'être résigné pour la vie nationale. Car, Dieu, chassé officiellement de partout, est devenu pour les masses le « Dieu inconnu », et du même coup l'ordre moral et social dont il est le nécessaire fondement devait chanceler et tombe... Oui, il faut chasser de nos écoles ces virus révolutionnaires...*

L'Église et la droite, main dans la main, entretiennent une campagne de haine, dénonçant la guerre civile que selon elles le Front populaire veut provoquer, alors que toute la France bourgeoise applaudit aux victoires de la soldatesque fasciste de Franco.

Le 7 octobre, pour la première fois, une entreprise —la Chocolaterie des Gourmets— occupée par des grévistes est « libérée » par la police. Avec stupeur, les masses voient le gouvernement qu'elles considéraient comme le « leur », après avoir limité et contenu leurs revendications, finalement s'y opposer brutalement.

Au congrès des radicaux, à Biarritz, les délégués condamnent *« l'occupation des usines, des magasins et des fermes qui constitue une atteinte à la liberté »*. De toutes leurs forces, les radicaux invitent le gouvernement de Front populaire, les partis ouvriers du Front populaire, le PS et le PCF, à réaliser la politique du Front populaire et à passer de la phase où le mouvement des masses a été contenu à celle où il faut le faire reculer et commencer à le réprimer. Ils se préparent dès cet instant, lorsque le Front populaire aura rempli sa fonction, à le liquider.

Maurice Thorez continue à souhaiter un gouvernement *« de tous* les *Français »*, alors que les 40 heures, votées par la Chambre, ne sont toujours pas appliquées et que le chômage n'est toujours pas résorbé.

Enfermées dans le carcan du Front populaire, les masses ouvrières, la jeunesse, sont neutralisées, bloquées, sans initiative, sans parti en mesure de leur ouvrir la voie de la solution ouvrière, alors que la bourgeoisie attaque dans tous les domaines et cherche à reconquérir politiquement le terrain gagné par l'action du prolétariat.

La presse bourgeoise et fasciste tire à boulets rouges sur les ministres socialistes. Blum est le « *Youpain-cher* » pour *L'Action française*, et mange dans de la vaisselle d'or. Mais l'attaque se concentre contre Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, accusé par *L'Action française* d'avoir déserté en 1914-1918. Le matin du 18 novembre, Salengro est trouvé mort dans son appartement : il s'est suicidé. Une foule énorme assiste à son enterrement ; le gouvernement envisage de... réprimer la diffamation par voie de presse. Léon Blum avait été plus rapide à

faire saisir *La Lutte Ouvrière*....

L'année 1936 s'achève dans la grisaille. La classe ouvrière résiste à l'offensive de la bourgeoisie, qui n'a été rendue possible que par la politique de collaboration des partis ouvriers avec le parti radical et les autres partis bourgeois du Front populaire sur un accord de défense de la propriété privée et de l'État.

En janvier 1937, à la conférence nationale du Parti communiste à Montreuil, Maurice Thorez célèbre les vertus du Front populaire et affirme :

> *Nous resterons les animateurs et les meilleurs défenseurs du Front populaire. Le mot d'ordre des communistes a été, reste et restera : tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire.*

En clair, Thorez réaffirme : tout pour la défense de la propriété privée et du grand capital, tout pour la défense de l'État...

La « pause »

L'année commence bien pour le patronat. Le 24 février 1937, le bulletin quotidien du Comité des Forges écrit :

> *La production a continué, dans les dernières semaines, à bénéficier du regain d'activité qui depuis l'automne s'est manifesté dans les branches essentielles...*

La dévaluation favorise la reprise, donc le patronat, mais rend plus difficile les conditions d'existence des masses laborieuses, alors que les capitalistes continuent à exporter les capitaux, spéculant contre le franc. La bourgeoisie sent son heure venir, de toutes parts, les « économistes » du grand capital « expliquent » la nécessité de restreindre la consommation intérieure, d'accroître la productivité, de remettre en cause les 40 heures...

Le 13 février, Léon Blum s'adresse aux fonctionnaires, il admet que leurs revendications sont légitimes, mais estime que : « *un temps de pause est nécessaire* ». Au conseil national de la SFIO, Blum s'explique plus clairement :

> *Nous sommes obligés d'agir avec prudence, d'avancer pas à pas. Désormais s'affirme la nécessité d'une pause ; nous allons traverser la période la plus difficile, au bout de laquelle nous repartirons, s'il y a lieu, avec un nouveau programme.*

La « pause », c'est la mise au rancart des revendications des travailleurs des villes et des campagnes, la « pause », c'est tout simplement l'arrêt des mesures minimales que le programme du Front populaire s'était engagé à réaliser pour les vieux et contre le chômage. Les dirigeants du PCF appuient, avec des réserves de forme, cette politique, et proposent qu'à l'occasion de la « pause », on élargisse le gouvernement vers la droite.

Pivert refuse cette politique et démissionne de ses fonctions au secrétariat général à la présidence du Conseil. Dans l'organe de la « Gauche révolutionnaire » qu'il anime, Marceau Pivert écrit :

> *Le rassemblement populaire n'a pas été créé pour faire avaler la pilule des crédits militaires et de l'union nationale. Non ! Je ne serai pas un complice silencieux et timoré. Non ! Je n'accepte pas de capituler devant le militarisme et les banques. Non ! Je ne consens ni à la paix sociale ni à l'« union sacrée ».*

Eh bien, si : le rassemblement populaire a été créé pour faire avaler la pilule des crédits militaires et de l'union nationale, pour faire barrage à la révolution sociale, la faire refluer, et l'écraser. Il faudrait rompre avec la bourgeoisie, la politique des fronts populaires, ouvrir la perspective d'un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des organisations et partis bourgeois, et Pivert maintient le cordon ombilical qui l'attache au Front populaire et à sa politique. Ainsi, Marceau Pivert s'indigne des résultats d'une politique, sans aller aux origines extirper ses racines, et contribue de cette façon à sa poursuite. On ne peut cautionner comme courant révolutionnaire une politique qui vise à maintenir la « paix sociale », la paix du capital. Cautionner même de façon « critique », le Front populaire, c'est finalement le renforcer.

Les prix grimpent en flèche, les salaires ne suivent pas. À Moscou, les procès se suivent et se ressemblent —la lutte contre le « *centre trotskyste antisoviétique* » bat son plein.

Mais la classe ouvrière tente de préserver les positions acquises. Les travailleurs de l'Exposition des arts et des techniques se mettent en grève. Léon Blum, Léon Jouhaux et Marcel Gitton, secrétaire du PCF se rendent sur le chantier, pour convaincre les ouvriers de reprendre le travail. Ces derniers les reçoivent aux cris de : « *Nos 15 % !* ». Léon Blum déclare :

> *L'Exposition sera le triomphe de la classe ouvrière, du Front populaire et de la liberté ; elle démontrera que le régime de la liberté est supérieur à la dictature* [...]. *Ni le retard ni encore moins l'échec ! La bonne renommée du Front populaire est en jeu. Et, maintenant, je vous le dis franchement : le travail du samedi et du dimanche est nécessaire.*

Le 5 mars, Léon Blum place à la tête du Fonds d'égalisation des changes le gouverneur de la Banque de France, Emile Labeyrie, qui réduit les crédits consacrés aux grands travaux, décide de financer les dépenses d'armement par un emprunt spécial de la Défense nationale. Ainsi, les capitaux seront à l'abri des fluctuations de la monnaie, alors que l'échelle mobile des salaires a été refusée aux travailleurs. *Le Temps* commente : « *On ne peut qu'approuver.* » Paul Reynaud jubile : « *Le gouvernement sacrifie la théorie du pouvoir d'achat à l'équilibre budgétaire.* »

Le massacre de Clichy

Le 16 mars 1937, le Parti social français (ex-Croix-de-Feu) décide d'organiser une réunion à Clichy. Le gouvernement de Front populaire se refuse à l'interdire. À l'appel du maire SFIO de Clichy, Charles Auffray, du conseiller général Naile, communiste, et



du député également communiste Honel, une contre-manifestation est organisée. La police du ministre socialiste Marx Dormoy ouvre le feu. Bilan : 5 morts et des centaines de blessés.

> *Dormoy et Blum accourus en smoking du gala de l'Opéra sont conspués avec violence par les travailleurs : « Dormoy assassin ! Dormoy démission ! » Des dizaines de barricades ont été dressées, puis décimées par la garde mobile de Dormoy et Daladier. Thorez, accouru à l'appel du député de Clichy Honel, n'ose dire mot. « Sales trotskystes », lance-t-il seulement aux travailleurs qui se défendent avec acharnement.*
>
> *À Asnières, tout proche, des mouvements analogues se produisent. Sous les coups de feu des fascistes et de la police deux travailleurs sont grièvement blessés. Dans la nuit même du 16 au 17, la nouvelle se répand dans le prolétariat. Une émotion profonde souleva tout le prolétariat parisien à l'annonce par les journaux du massacre de Clichy. Il comprit que c'était son avant-garde, son corps même qui avait été mitraillé par l'ordre de M. Blum.*
>
> *Dans la journée du mercredi 17 une série d'entreprises commencèrent la grève. Dans une série d'usines (Renault, entre autres), les ouvriers arrêtaient le travail, préparaient des réunions pour le midi et le soir, exigeaient la grève générale et commençaient à chasser les fascistes (surtout des contremaîtres et des chefs de service). Les directions syndicales d'usine se réunirent d'urgence. Dans la soirée, l'union régionale du bureau confédéral était saisie de centaines de résolutions exigeant une réponse foudroyante. Mais l'objectif de la grève restait incertain. Et c'est là-dessus que jouèrent les chefs réformistes pour briser le mouvement.* (*Quatrième Internationale,* mars 1937)

Léon Blum prend la défense du ministre de l'Intérieur : il argumente. Le gouvernement défend les libertés, il a protégé la réunion du PSF, il condamne l'initiative des élus du Front populaire de Clichy. Aucune sanction ne sera prise contre les responsables de la fusillade.

L'émotion dans la classe ouvrière est immense. Comment est-il possible que le gouvernement de Front populaire puisse faire tirer sur les travailleurs que les élus du PS et du PCF ont mobilisés pour protester sinon empêcher la tenue d'une réunion fasciste dans une ville ouvrière ? L'union des syndicats de la région parisienne décide une grève qui est limitée à la matinée du jeudi 18 mars. Le 21 mars, un immense cortège suit les corps des victimes de la fusillade dans la plus pure réconciliation, sous l'égide du Front populaire qui les a assassinées. Mais l'UD CGT de la région parisienne, que dirigent les militants du PCF, laisse déployer le drapeau de la IVe Internationale.

À la Chambre, Jacques Duclos, le 23 mars, propose à l'ordre du jour le vote de confiance. Les députés communistes sont bien sûr parmi les 362 députés qui votent la confiance au gouvernement des fusilleurs de Clichy ! Seuls les pivertistes et les trotskystes dénoncent les « assassins de Clichy ». La *Jeune Garde*, organe des jeunesses SFIO dirigées par des militants gagnés en partie au trotskysme, sort un numéro spécial sous le titre : « *Huit milliards pour l'emprunt - Cinq morts à Clichy - L'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers.* »

Vingt-deux militants dirigeants des JS sont exclus, et l'organisation de jeunesse dissoute. Quant à la « Gauche révolutionnaire », elle est dissoute lors du conseil national du 18 avril.

Les dirigeants du PCF continuent leur travail de matraquage politique, avec cynisme et obstination. Alors que le capital, utilisant les élus de droite qui se regroupent, se prépare à frapper, Thorez conforte, réconforte la bourgeoisie, démobilisant le prolétariat :

> *Nous sommes les partisans décidés de la tranquillité et de la concorde. Nous l'avons montré dans des circonstances où personne n'a osé prendre les responsabilités que nous avons prises. Nous avons eu le courage de dire, nous, aux ouvriers en grève : tout n'est pas possible !*
>
> *Nous nous refusons, surtout en considérant les événements d'Espagne, à accepter la perspective de deux blocs dressés irréductiblement l'un contre l'autre et aboutissant à une guerre civile dans des conditions qui seraient pour notre pays encore plus redoutables que pour l'Espagne, ne serait-ce qu'en raison des menaces d'Hitler.*
>
> *Nous aimons la France. Nous le déclarons très nettement : la plupart des dirigeants des ligues fascistes sont devenus les hommes de l'étranger. En eux, revit l'esprit de Coblenz. Le Parti com-*

muniste a quelques titres, en effet, à la reconnaissance des classes moyennes. Le front unique, c'était le rassemblement des forces du prolétariat. C'est le Parti communiste qui a lancé, à Ivry, le mot d'ordre d'élargissement du front unique antifasciste afin que celui-ci englobe les classes moyennes.

Le stalinien Maurice Thorez a raison : s'opposant au front unique ouvrier —l'unité des partis ouvriers contre les partis bourgeois—, le PCF a dressé le front populaire opposé aux intérêts des masses, obstacle à la marche de la révolution socialiste.

La chute

Malgré la résistance confuse mais farouche des masses, en l'absence d'un parti révolutionnaire, la politique des chefs de la SFIO et du PCF a sauvé la bourgeoisie et désarmé la classe ouvrière. La révolution n'a pas été vaincue par la bourgeoisie, mais disloquée de l'intérieur du mouvement ouvrier par les Blum et les Thorez. La classe ouvrière a cherché obstinément une voie pour changer la société. Elle s'est, naturellement, tournée vers les partis se réclamant du socialisme, du communisme. Ces partis l'ont conduite, de recul en recul, jusqu'à la démoralisation.

Le 21 juin, le gouvernement Blum tombe, battu, mis en minorité au Sénat. Le gouvernement Blum va-t-il faire appel aux masses pour chasser le Sénat réactionnaire ? Non. Le gouvernement démissionne dans une relative indifférence.

Le radical Chautemps —membre du gouvernement Blum— forme un nouveau gouvernement de Front populaire. Le PCF qui avait refusé d'entrer dans le gouvernement Blum offre cette fois d'y participer... Chautemps refuse. Son cabinet est constitué par des radicaux et par des socialistes.

Le mouvement qui a explosé en juin 1936 reste cependant vivant à la fin 1937, et début 1938 il va resurgir, mais bien différent de ce qu'il était en juin 1936. C'est, après quelques mouvements en septembre, la grève de décembre 1937 de l'entreprise Goodrich. [...] Le 9 janvier, les dirigeants de l'UD de la région parisienne imposent aux grévistes une instance arbitrale qui rejette la plupart de leurs revendications.

La mort dans l'âme, les travailleurs de chez Goodrich reprennent le travail le 10. Ce n'est pas le seul conflit. Le 29 décembre, se déclenche à l'improviste la grève des services publics qui ne sont pas entrés en grève en juin 1936 : Paris est privé de gaz, d'eau, d'électricité, de transports. Ce mouvement est condamné par le gouvernement qui affirme sa volonté de « remplir son devoir et d'assurer en dépit de toute résistance la reprise des services publics et le maintien de l'ordre ». Daniel Mayer dans *Le Populaire* condamne également le mouvement. Mais le gouvernement recule et accorde l'indemnité de vie chère de 1 200 F que les travailleurs des services publics réclament ; le travail reprend.

Mais le premier gouvernement Chautemps est en crise. Le PCF décide de s'abstenir au Parlement. Chautemps réplique : « *M. Ramette demande sa liberté. C'est son droit. Quant à moi, je la lui donne.* » Le groupe socialiste décide dans ces conditions de retirer ses ministres ; le gouvernement démissionne. La SFIO refusera de participer à un gouvernement que Georges Bonnet aurait présidé.

Blum va s'efforcer de répondre aux vœux du PCF en constituant un gouvernement d'« union nationale », sinon sous sa direction, au moins sous celle d'Herriot. Le projet échoue. Paul Reynaud veut qu'il s'étende encore plus loin... à droite, jusqu'aux fascistes avérés. Chautemps forme alors un nouveau gouvernement auquel la SFIO ne participe pas. Au conseil national de la SFIO, la proposition Blum-Paul Faure d'y participer a été rejetée. À la chute de ce gouvernement, Blum fera une nouvelle tentative pour constituer un gouvernement d'union nationale qui échouera. Pour répondre à l'Anschluss, il constitue alors un gouvernement qui ne durera que vingt-six jours, du 13 mars au 10 avril 1938.

Une nouvelle vague de grèves prend naissance dans la métallurgie. Elle débute le 24 mars aux usines Citroën, elle va s'étendre, à l'initiative des cellules du PCF, à de nombreuses entreprises de la métallurgie parisienne au cours de la fin du mois de mars. Mais bientôt, la direction du PCF freine.

André Blumel dit aux responsables des amicales socialistes d'entreprise : « Si lundi 28 mars la grève n'est pas terminée, Blum s'en va et vous aurez Pétain » ; Doury et Timbaud, dirigeants communistes des métaux, répondent à la section d'Alsthom-Lecourbe qu'ils tiennent de Vincent Auriol que le gouvernement démissionnerait si la fédération des métaux lançait elle-même la grève... Le 7 avril, sous la signature de Marceau Vigny, militant du PCF et secrétaire de la section CGT Renault, L'Humanité affirme : « Les ouvriers sentent nettement la volonté du patronat d'imposer la grève chez Renault. Des milliers et des milliers de tracts signés de la IVe Internationale appelant les ouvriers à l'action sont distribués chaque jour aux portes de l'usine. » Et de conclure que la section « fera le maximum pour lutter contre la démagogie fasciste » et que ses délégués ont demandé au gouvernement « de prendre, les mesures nécessaires ». (Pierre Broué & Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire », *Le Mouvement Social*, janvier 1966)

[...] La classe ouvrière, politiquement battue par le Front populaire, assiste impuissante à l'irrésistible montée de la réaction. L'Espagne républicaine agonise, les armées allemandes sont entrées à Vienne, la Cagoule multiplie les attentats et les complots. À Moscou, Staline continue à briser le parti de Lénine.

Blum est accueilli au Sénat aux cris de *« Voleur ! »* ; à l'Assemblée nationale, Xavier Vallat lance : *« À bas les Juifs, la France aux Français ! »* Les radicaux dénoncent le PCF, qui n'est plus un parti national... C'est l'hallali. Le 8 avril 1938, Blum démissionne, mis en minorité au Sénat.



On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Sarkozy veut infliger un recul social d'ampleur historique



Palestine Afrique du Sud Espagne 1937

n° 24
juin 2007 1,50 euro

groupe bolchevik
collectif révolution permanente

Pour la libération de Mumia Abu-Jamal

Une cour de justice de Philadelphie auditionne sur l'affaire Mumia Abu-Jamal le 17 mai.

Ce militant de la cause des Noirs fait face à la vengeance de l'État américain depuis 24 ans. Il est en prison, où il peut être exécuté à tout moment.

Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort pour avoir tué un policier. Il s'agit d'un coup monté par la police de Philadelphie en 1982. Cela fait cinq ans que tous les tribunaux fédéraux refusent de prendre en compte les aveux d'Arnold Beverly. Celui-ci a avoué que lui et un autre homme ont été embauchés par la police, en coopération avec la pègre, pour tuer l'agent de police Faulkner.

Le crime de Mumia Abu-Jamal est en fait d'avoir été membre du *Black Panther Party*, détruit en 1969 par une combinaison d'infiltrations, de provocations et de meurtres par le FBI et la police, et d'avoir continué, en tant que journaliste, à mettre en cause l'oppression raciste.

L'appareil d'État (la haute administration, la police, les services secrets, l'armée, les tribunaux...) est un instrument pour la violence organisée de la classe capitaliste. Il défend le système de profit contre ceux qui créent les richesses, c'est-à-dire les travailleurs, en les réprimant, et particulièrement les révolutionnaires, en les espionnant, les calomniant, les licenciant, en les condamnant, en les assassinant. La soi-disant guerre contre le terrorisme sert partout de prétexte, aux États-Unis comme ailleurs, pour diminuer les libertés et renforcer la police et les services secrets.

La classe ouvrière américaine, qui comprend une composante noire et latino importante, a le potentiel d'obtenir la libération des prisonniers politiques comme Mumia Abu-Jamal et abolir la peine de mort. Pour cela, il lui suffit de s'unir face à son adversaire de classe et à ses institutions.

Dans cette tâche, comme pour se défendre contre l'exploitation et le chômage, en finir avec les occupations d'autres pays, les travailleurs ne peuvent faire aucune confiance ni au Parti républicain, ni au Parti démocrate qui sont deux faces de la même bourgeoisie exploiteuse et impérialiste, qui démantèlent l'un comme l'autre la protection sociale, au profit des riches et du budget militaire.

Trop souvent, les organisations qui parlent au nom des Noirs et celles qui parlent au nom des travailleurs ont maintenu le silence sur cette injustice ou, dans le meilleur des cas, réclamé un nouveau procès devant l'institution judiciaire attachée par mille liens à la police, aux partis bourgeois, à la classe capitaliste.

La responsabilité immédiate de toutes ces organisations, en particulier des syndicats et des regroupements syndicaux (AFL-CIO, CtW, Unite-Here...) dont la tâche élémentaire est d'unir les travailleurs quelle que soit leur qualification, leur âge, leur sexe et leur couleur, est donc d'exiger la libération immédiate d'Abu-Jamal.

14 avril 2007

Collectif Révolution Permanente
CRRP Pérou, GB France, GG Etat espagnol



Philadelphie, 17 mai



